
Programme régional d'études de 2e et 3e cycle en sciences de l'information en Afrique anglophone

Choix d'un emplacement approprié

IDRC-TS

53_f

Le Centre de recherches pour le développement international, société publique créée en 1970 par une loi du Parlement canadien, a pour mission d'appuyer des recherches visant à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en développement ; il concentre son activité dans cinq secteurs : agriculture, alimentation et nutrition ; information ; santé ; sciences sociales et communications. Le CRDI est financé entièrement par le Parlement canadien, mais c'est un Conseil des gouverneurs international qui en détermine l'orientation et les politiques. Établi à Ottawa (Canada), il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

© Centre de recherches pour le développement international 1987
Adresse postale : C.P. 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Roberts, K.H.
Unesco, Paris FR
CRDI, Ottawa CA

IDRC-TS53f

Programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information en Afrique anglophone : choix d'un emplacement approprié ; rapport d'une mission mixte Unesco/CRDI. Ottawa, Ont., CRDI, 1987. 66 p.: ill.

/Sciences de l'information/, /programmes d'enseignement/, /enseignement supérieur/, /universités/, /Afrique anglophone/ — /critères d'emploi/, /participation de l'État/, /rapports de mission/.

CDU: 378.001.3:02(6)

ISBN: 0-88936-472-9

Révision : Jean-Daniel Dupont

Édition microfiche offerte sur demande.

This publication is also available in English.

Programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information en Afrique anglophone

Choix d'un emplacement approprié

Kenneth H. Roberts, rédacteur

Rapport d'une mission mixte Unesco/CRDI

Les opinions émises dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs et pas nécessairement celle de l'Unesco ou du CRDI. La mention d'une marque déposée ne constitue pas une sanction du produit ; elle ne sert qu'à informer le lecteur.

Résumé Les pays africains qui utilisent l'anglais au niveau des études supérieures possèdent plusieurs excellentes écoles de bibliothéconomie, de même que des programmes avancés en informatique. Aucun véritable programme de niveau universitaire n'a cependant été complètement établi dans le domaine des sciences de l'information. Répondant à des demandes venues d'Afrique, et dans une première étape vers l'établissement d'un tel programme, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) ont envoyé une mission conjointe auprès de huit universités dans six pays africains. Il s'agissait, d'une part, de connaître leurs besoins dans le secteur des sciences de l'information, les catégories de programmes susceptibles de répondre à ces besoins, enfin la capacité des institutions en question à entreprendre un programme particulier; d'autre part, de recommander à l'Unesco et au CRDI quelle institution devrait être subventionnée en vue de la création, au niveau des études supérieures, d'un programme régional en sciences de l'information. Le présent rapport non seulement expose les résultats de la mission, mais résume les méthodes utilisées pour sa planification et sa réalisation. Il profitera à ceux et à celles qui travaillent à mettre en place des programmes du même genre en d'autres pays en développement, ou qui enseignent les sciences de l'information à des étudiants du Tiers-Monde.

Abstract African countries in which English is the language of higher education maintain several excellent schools of library science and high-level programs in computer science; however, no academic program in information science has been fully developed. In response to requests from Africa, and as a first step in establishing such a program, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Unesco) and the International Development Research Centre (IDRC) sent a joint mission to eight African universities in six countries to determine their views of the needs in information science, the types of programs required to meet those needs, and the capacity of these institutions to undertake such a program, and to recommend to Unesco and IDRC which institution should be encouraged to set up a regional postgraduate program in information sciences. This report presents the results of the mission and outlines the methodology used in its planning and execution; it will be useful to those working toward setting up similar programs in other parts of the developing world, or teaching information science to students from developing countries.

Resumen Los países africanos donde el inglés es el idioma de la educación superior, mantienen algunas excelentes escuelas de bibliotecología y programas de informática de alto nivel; sin embargo, no se ha desarrollado un programa académico completo en ciencias de la información. Como respuesta a las solicitudes de África, y como primer paso en el establecimiento de tal programa, la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (Unesco) y el Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo (CIID) enviaron una misión conjunta a ocho universidades africanas en seis países con el fin de determinar su opinión sobre las necesidades en ciencias de la información, el tipo de programas requeridos para hacerles frente, la capacidad de estas instituciones para emprender tales programas, y recomendar a la Unesco y al CIID la institución que debe recibir estímulo para establecer un programa regional de postgrado en ciencias de la información. Este trabajo presenta los resultados de la misión y esboza la metodología usada en su planificación y ejecución. El documento deberá ser de utilidad para aquellos que trabajan en la creación de programas similares en otras partes del mundo en desarrollo, o en la enseñanza de las ciencias de la información a los estudiantes de estos países.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements 4

Préface 5

Chapitre 1 : Préparation de la mission 7

Premières impressions 8

Objectifs et mandat 13

Chapitre 2 : Évaluation des institutions visitées 19

Conception et engagement à l'égard du programme 19

Maintien du programme par l'infrastructure existant
déjà dans les universités 31

Ressources externes aux fins de soutien du programme 39

Évaluation générale des universités visitées 42

Chapitre 3 : Conclusions et recommandations 49

Postface, juillet 1985 53

Université d'Ibadan 53

Université d'Addis-Ababa 57

Bibliographie 60

**Annexe 1 : Personnes avec lesquelles ont eu lieu des
entretiens 61**

Annexe 2 : Sigles et acronymes 65

REMERCIEMENTS

La mission tient à remercier sincèrement les fonctionnaires et les employés des universités et autres organismes et les personnes qui l'ont accueillie et aidée. Partout, l'hospitalité et l'amabilité se sont avérées exceptionnelles, et tout a été fait afin de transformer un horaire très chargé et quelquefois pénible en une expérience enrichissante et fructueuse. Le travail de la mission aurait été beaucoup plus simple n'eut été du grand nombre d'institutions à se montrer toutes aussi convaincantes les unes que les autres afin d'obtenir le privilège de dispenser le programme proposé. Les membres de la mission sont toutefois stimulés à la pensée que toutes les personnes rencontrées au cours de cette expédition leur ont semblé entièrement converties à l'idée, convaincues de l'importance de la création d'un programme viable au sein de la région et, quel que soit l'emplacement choisi, disposées à travailler en vue de mettre le programme en vigueur et d'en assurer la réussite complète.

Membres de la mission :

- M. E.A. Boateng, professeur, ancien recteur de l'Université de Cape Coast, président de l'Academy of Arts and Sciences du Ghana, et président exécutif de l'Environmental Protection Council du Ghana;
- M. E.T.K. Lwanga, chef, Division de la bibliothèque, du dépôt central des dossiers et des archives, Banque africaine de développement, et ancien bibliothécaire en chef de l'Université de Zambie;
- M. Kenneth H. Roberts, chef, Section des programmes d'information générale pour la formation des spécialistes et des utilisateurs de l'information, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; et
- Mme Martha B. Stone, sous-directrice de la Division des sciences de l'information, Centre de recherches pour le développement international.

PRÉFACE

Les pays africains où l'anglais est la langue officielle des études supérieures possèdent plusieurs excellentes écoles de bibliothéconomie et des programmes de niveau élevé en informatique, mais aucun programme d'études en sciences de l'information n'a été entièrement mis au point.

Les études dans ce domaine poursuivies à l'étranger ne pouvant répondre de façon pleinement satisfaisante à tous les besoins actuels de formation, il est indispensable d'adapter des systèmes et des techniques d'information au continent africain. Il importe de créer des établissements en vue de former un solide noyau de chercheurs professionnels capables de déceler les besoins particuliers de l'Afrique en matière d'information, de même que les ressources existantes à cet égard.

Après que, sur les conseils du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), l'Association of Commonwealth Universities (ACU) eu conclu que la communauté universitaire africaine désirait créer un tel programme, la Division des sciences de l'information du CRDI et la Division des programmes d'information générale (PGI) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) ont discuté des moyens à prendre en vue de favoriser la création d'un programme à l'échelle régionale. Il fut décidé que la première étape à franchir consisterait à expédier une mission commune dans huit universités africaines, réparties dans six pays, au cours du mois de février 1983. Cette mission aurait pour tâche d'obtenir les opinions des institutions et des personnes et organismes compétents sur les besoins dans le domaine des sciences de l'information, de recueillir des renseignements sur les genres de programmes qui répondraient le mieux à ces besoins et d'évaluer la capacité des institutions à mettre un tel programme sur pied. La mission devrait ensuite formuler des recommandations à l'intention de l'Unesco et du CRDI.

La mission a rendu un service inestimable en étudiant les besoins et la possibilité de mettre sur pied un programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information, mais il est également à souhaiter que ce compte rendu de la mission et de la méthodologie employée aux fins de sa planification et de sa réalisation se révèlera utile à tous ceux qui travaillent à la mise en oeuvre de programmes de formation semblables et combien nécessaires dans plusieurs pays en développement.

L'Unesco et le CRDI se sont réjouis de constater la faisabilité de programmes de ce genre en Afrique et ont été heureux d'aider à la prompte mise en place des premières étapes du plan établi à la suite des recommandations de la mission.

En outre, ces deux organismes comptent bien poursuivre leur collaboration en vue de créer des programmes de formation fonctionnels à l'échelle régionale et espèrent être en mesure d'aider les fonctionnaires -- en Éthiopie et au Nigéria -- à trouver à d'autres sources les fonds supplémentaires qui seront nécessaires à la mise sur pied de programmes solides et efficaces.

Martha B. Stone, Directrice
Division des sciences de l'information, CRDI

Jacques Tocatlian, Directeur
Division des programmes d'information générale, Unesco

CHAPITRE 1 : PRÉPARATION DE LA MISSION

Les organismes et les gouvernements africains procèdent actuellement à la création de centres de documentation et d'information aux échelons régional, national et local en vue d'obtenir les renseignements nécessaires à la prise de décisions optimales et pertinentes et d'empêcher que leurs pays soient oubliés dans le cadre du processus de développement. Toutefois, ces organismes et gouvernements disposent rarement des spécialistes de l'information dont ils auraient besoin pour planifier, élaborer et diriger les installations requises.

Bien que les pays africains où l'anglais est la langue officielle des études supérieures possèdent un certain nombre d'excellentes écoles de bibliothéconomie et des programmes de niveau élevé en informatique, il n'y existe actuellement aucun programme d'études complet en sciences de l'information. Les étudiants de ces pays doivent donc puiser à l'étranger leurs connaissances dans ce domaine. En revanche, de solides programmes de formation en sciences de l'information -- pour la plupart en français -- sont dispensés au Sénégal et au Maroc, et on a déjà largement admis la nécessité de créer des programmes d'études de 2^e et 3^e cycle en anglais sur le continent africain.

Comme les pays africains sont de plus en plus sensibilisés aux avantages énormes que des services d'information modernes peuvent apporter au niveau de leur développement, il est évident qu'une dépendance continue à l'égard d'établissements étrangers à la région n'est pas le moyen rêvé de répondre à tous les besoins actuels de formation en sciences de l'information. Depuis quelque temps déjà, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) envisagent la possibilité de favoriser la création en Afrique d'un solide programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information, en langue anglaise, car il est indispensable d'adapter les systèmes et les techniques des sciences de l'information aux besoins et à la situation de l'Afrique. Il importe également de disposer des établissements

nécessaires à la formation d'un solide noyau de chercheurs professionnels capables de déceler les besoins particuliers de l'Afrique en matière d'information de même que les ressources existantes du pays dans ce domaine, cela dans le contexte des progrès réalisés dans le monde aujourd'hui.

Afin de déterminer l'intérêt de la communauté universitaire africaine à la création d'un tel programme, l'Association of Commonwealth Universities (ACU), à la demande du CRDI, a étudié la question lors de la réunion des recteurs des universités du Commonwealth tenue à Hong-Kong en mars 1981. La réaction a été très favorable et plusieurs universités africaines ont par la suite manifesté le désir d'appuyer cette entreprise.

Peu après, la Division des sciences de l'information du CRDI et la Division des programmes d'information générale (PGI) de l'Unesco ont discuté des moyens à prendre pour favoriser la création d'un programme régional. Elles ont d'abord décidé de mettre sur pied une mission exploratoire. À cette fin, une séance de planification a été tenue à Londres du 10 au 12 août 1982 pour choisir les membres de la mission ainsi que pour concevoir et accepter le mandat, l'itinéraire et le calendrier de la mission, de même que les critères de sélection de l'emplacement du programme.

En février 1983, la mission s'est rendue dans huit universités de six pays d'Afrique (Fig. 1), choisies d'après leur intérêt à parrainer le programme ou leurs entretiens avec les membres de la mission. Ce sont :

Université du Ghana, Legon, Accra;
 Université de Lagos, Nigéria;
 Université d'Ibadan, Nigéria;
 Université d'Ife, Ife, Nigéria;
 Université d'Addis-Ababa, Éthiopie;
 Université de Nairobi, Kenya;
 Université de Zambie, Campus de Lusaka; et
 Université de Zimbabwe, Harare.

Premières impressions

Avant d'entreprendre cette mission, les membres étaient convenus que leurs impressions sur les besoins d'information et de formation en Afrique pourraient être résumées comme elles le sont dans les deux parties qui suivent.



Fig. 1. Itinéraire de la mission

Besoins en information

Voici quelques-unes des restrictions qui ont entravé un transfert de l'information au sein des pays d'Afrique et entre ceux-ci :

- ° Économiques, par exemple, les dépenses connexes aux réseaux internationaux, la pénurie de fonds pour assumer les coûts en capital et les coûts périodiques ainsi que les problèmes de change;

- ° Politiques, par exemple, l'absence de politiques nationales établies en matière d'information, le manque de sensibilisation à l'importance de l'information aux paliers supérieurs de l'État et les conflits entre le caractère confidentiel et le libre accès à l'information;
- ° Restrictions en matière de personnel, par exemple, la rareté du personnel compétent, la faible renommée des spécialistes de l'information et le manque de cours de recyclage convenables dans le domaine de l'éducation permanente; et
- ° Infrastructurales, par exemple, la pénurie de banques de données essentielles bien organisées, une transmission officieuse insuffisante de l'information (collège invisible), des services et réseaux de poste et de communication inadéquats, des règlements douaniers préjudiciables et le manque d'intérêt accordé à la réorganisation de l'information destinée aux usagers.

Les stratégies de développement ne sont solides que si elles reposent sur des données à jour. En Afrique, les données quantitatives sont encore rares et fréquemment mal organisées. Nombre de pays n'ont aucun mécanisme pour consigner les rapports, études de faisabilité, évaluations, etc., publiés ou non, produits par les planificateurs, les économistes, les scientifiques et d'autres personnes.

La pénurie actuelle et fréquente d'information et de moyens efficaces d'en effectuer le transfert nuit à l'utilisation judicieuse des ressources naturelles et humaines, au développement scientifique et technologique et à l'évolution de la culture et du bien-être de la société.

Au cours des dernières années, des tentatives ont été faites à l'échelle internationale en vue de résoudre le problème du transfert inefficace de l'information au sein du territoire africain. La Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement (UNCSTD 1979) a recommandé la création d'un réseau d'information global sur la science et la technologie. Le Lagos Plan of Action for the Implementation of the Monrovia Strategy for the Economic Development of Africa, adopté en 1980 par les chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation pour l'unité africaine (OUA, 1981), tout comme le Final Act of Lagos, publié en 1982 à titre d'annexe 1 à la seconde édition révisée de l'OUA (1981), insistent sur la nécessité de créer des services d'information

modernes en Afrique. Ces documents attirent l'attention des gouvernements africains sur la nécessité de recueillir, d'analyser, de cataloguer et de diffuser des renseignements sur l'Afrique et des domaines connexes au développement de l'Afrique, ainsi que sur la nécessité de former un réseau d'information africain à l'aide de la plus récente technologie par satellite.

À l'heure actuelle, les systèmes d'information les plus modernes du point de vue technologique sont conçus principalement dans les pays industrialisés. Bien que les pays en développement aient besoin d'un accès total à ces sources externes de données, ils doivent aussi organiser leurs propres systèmes et services, notamment les banques de données bibliographiques et numériques, à l'échelle nationale ou régionale. Des méthodes systématiques de collecte et de traitement des renseignements obtenus à l'échelon local doivent être adoptées en vue d'appuyer les efforts de développement national et de permettre aux pays en développement de mieux prendre part aux échanges de renseignements aux paliers régional et international.

Besoins de formation

Les études et les enquêtes portant sur les besoins de l'Afrique en matière d'information et de systèmes d'information, sur les tendances générales en matière de traitement de l'information et sur leur portée dans les pays en développement, ainsi que sur la répercussion des projets africains, tel le Système d'information sur la documentation pour l'Afrique (PADIS), actuellement en voie d'élaboration par la Commission économique pour l'Afrique (CÉA), incitent fortement à croire que les applications informatiques dans les domaines de la bibliothéconomie et de l'information se répandront rapidement dans la région.

Plusieurs facteurs ont permis d'accroître les possibilités d'accès direct à l'information -- le nombre croissant de fichiers de base ordiolingues portant sur une vaste gamme de domaines; une capacité améliorée de fréquentes mises à jour des banques de données; la mise au point de puissantes installations informatiques en temps partagé; des systèmes à la portée de l'utilisateur et des logiciels transférables; des mémoires à accès rapide; la diminution constante du coût de stockage des données; la diminution du coût des terminaux intelligents, et l'expansion mondiale des réseaux de télécommunications. En outre, les institutions constatent la nécessité de créer des

banques de données ainsi que des systèmes de stockage et d'extraction des données pour les données spécialisées et locales, de même que l'avantage d'informatiser certains travaux et services de bibliothèque. Devant les progrès réalisés dans le domaine de la technologie des microprocesseurs, même les institutions modestes peuvent maintenant fréquemment se payer des systèmes informatisés.

Aussi, le personnel des bibliothèques et des services d'information dans les pays de la région est de plus en plus sollicité pour exécuter, en totalité ou en partie, certains types d'activités à caractère informatique, notamment :

- ° Prendre les dispositions nécessaires pour utiliser et partager les installations informatiques locales (matériel, logiciel et compétence professionnelle);
- ° Créer des systèmes de stockage et d'extraction des données et des documents locaux et spécialisés;
- ° Fournir certains services informatiques, p. ex., renvoi, diffusion sélective de l'information (DSI) et réponse aux demandes de renseignements.
- ° Utiliser les ordinateurs dans les opérations routinières de la bibliothèque;
- ° Effectuer des recherches en direct pour les utilisateurs;
- ° Aider, guider et former les usagers à l'utilisation des systèmes informatisés et aux recherches en direct;
- ° Organiser les systèmes informatisés et les recherches en direct;
- ° Utiliser des bases de données externes afin de stimuler la DSI et d'autres services;
- ° Échanger des bases de données locales, partager les ressources à l'aide des réseaux et fournir des données (entrées) aux systèmes et services d'information internationaux, nationaux et régionaux;
- ° Échanger et partager avec d'autres institutions les logiciels et la documentation sur les systèmes informatisés; et

- ° Former le personnel des bibliothèques et des services d'information à l'utilisation des ordinateurs, par des cours ordinaires ou spéciaux, des ateliers ou une formation en cours d'emploi.

Compte tenu de ces besoins et possibilités, il importe de former le personnel à l'utilisation des ordinateurs et de la technologie connexe dans les activités des bibliothèques et de services d'information afin que tous les usagers puissent profiter davantage des bienfaits de cette nouvelle technologie.

Objectifs et mandat

Le principal objectif de la mission consistait à choisir une université capable de financer un programme d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information. De façon plus générale, la mission devait établir la pertinence des besoins exprimés par les institutions ainsi que d'autres personnes et organismes en cause dans le domaine des sciences de l'information, recueillir des renseignements sur les genres de cours susceptibles de répondre à ces besoins, évaluer la capacité des institutions de mettre sur pied un tel programme d'études et, en dernier lieu, recommander au CRDI et à l'Unesco l'emplacement idéal.

Dès 1971, l'Unesco constatait la nécessité de créer des programmes nationaux ou régionaux de formation en sciences de l'information, dans un rapport de faisabilité sur la création d'un système d'information mondial (Unesco 1971), et ce besoin a d'ailleurs été évoqué à plusieurs reprises par la suite au cours de réunions régionales.

Les tentatives de création de programmes régionaux en Afrique ou ailleurs n'ont pas toutes été couronnées de succès, mais chaque continent est en mesure de prouver que le concept régional est réalisable. À titre d'exemple, on peut citer cette grande réussite qu'est le programme d'études en sciences de l'information mis sur pied à l'Université des Philippines à Manille dans le cadre du Programme de développement de l'Unesco/Nations Unies (Neelameghan 1984).

La mission a constaté que les programmes pouvaient être à vocation régionale, c'est-à-dire financés conjointement par plusieurs gouvernements -- donc ouverts aux étudiants des pays

participants -- ou nationale, c'est-à-dire accueillir officiellement dans la région des étudiants d'autres pays. Bien que l'une ou l'autre possibilité présente quelques difficultés, la seconde semble moins vulnérable aux aléas des relations internationales et donc plus facile à gérer. On a aussi conçu diverses méthodes bien connues pour s'assurer que ces programmes continuent de répondre aux besoins de la région où ils se trouvent, notamment par la nomination d'un comité consultatif international.

Au cours des travaux de la mission, des entretiens devaient avoir lieu essentiellement -- mais non uniquement -- avec les universités. La question du financement officiel par les pouvoirs publics pouvait être abordée plus tard une fois fixées les possibilités d'implantation.

En formulant ses recommandations, la mission devait, notamment, tenir compte du succès antérieur des institutions visitées dans la gestion d'autres programmes régionaux, de même que de l'existence d'un appui local pendant un certain nombre d'années -- de 6 à 10 ans -- à l'égard de tout programme créé à l'instigation de la mission.

Ni l'Unesco ni le CRDI ne comptaient investir de grosses sommes dans l'acquisition de matériel informatique ou d'immeubles -- en fait, il n'entre pas dans leur mandat de financer ce genre de projets à même leurs ressources budgétaires courantes. L'université choisie devrait donc fournir une grande partie des installations et des services nécessaires à la réalisation du programme. Certains éléments nécessaires au soutien du programme, comme les cours de perfectionnement des employés, les bourses et les logiciels, pourraient cependant être fournis en fonction des besoins de l'institution retenue. On a supposé que cette dernière pourrait obtenir des fonds supplémentaires auprès d'autres sources internationales ou par le truchement d'ententes bilatérales entre l'université ou le pays choisi et un gouvernement ou un organisme financier à caractère national.

On savait déjà que peu d'écoles de bibliothéconomie dans les pays africains possédaient leurs propres installations informatiques. Du moins au cours des premières étapes de l'élaboration d'un programme, et même dans les institutions où l'on formait déjà certains spécialistes de l'information, il faudrait mobiliser des installations d'appoint dans d'autres secteurs de l'université ou dans d'autres institutions.

Au cours des premières étapes, le programme devrait puiser aux ressources d'autres départements de l'université pour l'enseignement des sciences de l'information. Il pourrait donc s'avérer nécessaire d'orienter les spécialistes de l'informatique vers des activités de bibliothéconomie ou de documentation. En conséquence, la mission devait relever, dans d'autres secteurs de l'université, les éléments susceptibles d'être mis à contribution, notamment en sciences de la gestion, en bibliothéconomie, en communications de masse, en linguistique, en mathématiques, en statistique et en informatique.

On a constaté que les logiciels disponibles pourraient ne pas convenir au traitement des renseignements bibliographiques et aux activités propres aux bibliothèques. Il faudrait alors les modifier, créer des programmes ou des logiciels nouveaux ou encore les obtenir ailleurs, auquel cas une adaptation se révélerait peut-être nécessaire en fonction de la configuration du matériel informatique.

On s'attendait également à ce que les activités auxquelles participeraient les préposés à l'information de la région exigent un cours pratique comportant suffisamment de notions théoriques pour bien comprendre les principes et les méthodes en cause.

Étant donné que les principales universités africaines offrent fréquemment de brefs cours techniques aux professionnels dans divers domaines, et vu la forte demande de cours de recyclage destinés aux spécialistes nécessitant un nouvel apprentissage dans des domaines où les techniques des sciences de l'information évoluent rapidement, on a estimé indispensable d'intégrer ce genre de formation au programme.

Au cours de leurs entretiens tenus à Hong-Kong en 1971, les vice-recteurs de l'ACU avaient souligné le besoin de créer au moins deux programmes afin de desservir les pays africains anglophones. Au début de ses travaux, la mission a estimé plus pratique ou réaliste de créer un programme "décentralisé", c'est-à-dire que certains cours -- notamment les cours de perfectionnement professionnel ou d'éducation permanente -- seraient offerts dans des institutions associées.

Dès le début, la mission jugeait qu'un programme d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information porterait vraisemblablement sur les aspects théoriques et pratiques de la conception, de l'élaboration et du fonctionnement des systèmes et des services d'information. Quoi qu'il en soit, le

programme envisagé devrait compléter, sans les chevaucher, les programmes de bibliothéconomie déjà offerts dans la région.

Cela posé, on a estimé que le programme proposé devrait s'attacher aux points suivants :

- ° Diffusion de renseignements aux fins de la planification et de la gestion des travaux de développement;
- ° Mise en lumière de la perspective internationale du domaine de l'information en vue de favoriser les ententes de coopération et de partage des ressources aux fins de transfert de l'information;
- ° Techniques de résolution des problèmes et de prise de décision, emploi des techniques et des outils appropriés dans l'analyse des systèmes, la recherche opérationnelle et l'analyse statistique, et autres méthodes quantitatives de la gestion de l'information; et
- ° Application des techniques pertinentes de l'information aux fins de la conception, de l'élaboration et du fonctionnement des systèmes d'information.

Il faudrait cependant s'efforcer de veiller à ce que la structure du programme proposée par les institutions reflète fidèlement les besoins et la situation de l'Afrique.

Critères d'emplacement du programme

Afin de faciliter son évaluation des diverses institutions à visiter à titre d'emplacements éventuels du programme, la mission a défini les critères suivants lors de la réunion de planification tenue à Londres :

- ° L'intérêt manifesté par l'université et le gouvernement en cause, notamment en ce qui touche les engagements politiques et l'appui des spécialistes;
- ° La capacité administrative et financière éventuelle de l'institution d'assurer la continuité du programme et le maintien de son caractère régional une fois épuisés les appuis extérieurs -- par ex., l'état matériel et le budget courant de l'institution, les relations entre l'administration, la direction et le corps professoral, ainsi que la capacité de l'université d'obtenir l'appui du gouvernement;

- ° L'existence à l'université même de programmes connexes tels que bibliothéconomie, informatique, sciences de la gestion et linguistique;
- ° L'accès à de bonnes installations de communications et à des ordinateurs convenant au mandat du programme --
ordinateurs : accès possible aux banques de données, espace sur disques, programmeurs devant collaborer avec le corps professoral; communications : téléphone, télex, courrier, aéroport, etc.;
- ° Existence d'un service de bibliothèque dynamique et bien appuyé par l'administration et le corps professoral de l'université;
- ° Accès aux locaux, salles de cours, bureaux et services administratifs supplémentaires nécessaires aux nouveaux étudiants et employés;
- ° Disponibilité de personnel enseignant local disposé à participer au programme;
- ° Accès aux installations nécessaires aux travaux sur le terrain et à la formation pratique; et
- ° Existence, à l'université même, d'un solide programme de perfectionnement des employés susceptible d'être intégré au programme proposé.

Au moment d'appliquer les critères d'évaluation des diverses universités, la mission a décidé de les remanier comme ci-dessous et de leur adjoindre une cote numérique variant entre 1 (insatisfaisant) et 10 (excellent) :

- ° Intérêt manifesté;
- ° Capacité de poursuivre le programme;
- ° Accès à --
une bonne bibliothèque;
des installations informatiques, et
des disciplines d'appoint;
- ° Communications --
transports et télécommunications;

- ° Installations matérielles --
hébergement pour le personnel et les étudiants,
salles de cours, et
bureaux du personnel;
- ° Disponibilité de personnel dans la localité;
- ° Installations aux fins de travaux sur le terrain;
- ° Le programme vu par l'université; et
- ° Accès à un personnel enseignant à l'extérieur de l'université.

Les membres de la mission se sont réunis à Paris les 5 et 6 avril 1983 en vue de ratifier et d'adopter ce rapport. Les résultats et les conclusions qu'il renferme sont le fruit d'un travail de collaboration de l'équipe et traduisent le consensus des membres. Le dernier chapitre, intitulé "Postface, juillet 1985", a été rédigé par le rédacteur de ce volume et approuvé par les représentants du CRDI et de l'Unesco.

Il est à souhaiter que cette mission stimulera de façon générale la création de programmes en sciences de l'information dans les pays africains où l'anglais est la langue officielle des études supérieures.

CHAPITRE 2 : ÉVALUATION DES INSTITUTIONS VISITÉES

Du 31 janvier au 26 février 1983, la mission a visité l'Université du Ghana à Legon, trois universités nigériennes (Lagos, Ibadan et Ife), l'Université d'Addis-Ababa, l'Université de Nairobi, l'Université de Zambie (Campus de Lusaka) et l'Université du Zimbabwe. Les dates de ces visites ainsi que le nom des personnes rencontrées figurent dans l'annexe.

Le présent chapitre relate les impressions de la mission quant à la capacité de chaque institution d'accueillir le programme envisagé, conformément à trois critères généraux : la conception et l'engagement à l'égard du programme; le maintien du programme par l'infrastructure existant déjà dans les universités; et les ressources externes aux fins de soutien du programme. Le chapitre se termine par une évaluation générale des possibilités d'accueil du programme par les universités visitées.

Conception et engagement à l'égard du programme

Université du Ghana

À l'Université du Ghana, les responsables n'avaient pas semblé se faire une idée précise du programme. Au cours de l'entretien, il a été difficile de discerner chez eux un désir d'innover. Les choses auraient peut-être tourné différemment n'eut été de l'absence en congé d'études du spécialiste des sciences de l'information, Département de bibliothéconomie et d'archivistique.

On a cependant constaté que l'Université possédait une expérience considérable en gestion de programmes régionaux, notamment l'Institut régional pour les études sur la population et le programme d'archivistique du Département de bibliothéconomie et d'archivistique.

Université de Lagos

En vue de la visite de la mission, l'Université de Lagos avait créé un groupe de travail formé de représentants des divers départements dont elle percevait les activités et les préoccupations comme pertinentes au domaine des sciences de l'information.

Malheureusement, les entretiens relatifs à la conception du programme ont débouché sur une impasse à cause d'un malentendu sur le but de la mission. L'Université avait présumé que la mission offrirait un programme tout prêt et parfaitement établi et, par conséquent, estimait qu'avant de mieux connaître la nature des propositions de la mission, il lui serait impossible de formuler entièrement ses propres idées ou des suggestions concrètes sur les cours à dispenser dans le cadre du programme.

Toutefois, le président du groupe de travail a donné un aperçu des domaines sur lesquels, à son avis, le programme devrait porter. Il a notamment insisté sur l'importance de bien comprendre le fonctionnement et l'utilisation des ordinateurs aux fins de collecte, de stockage et d'extraction des données, sans toutefois formuler de proposition à l'égard du chevauchement avec les cours traditionnels en bibliothéconomie.

L'idée d'un programme régional du genre proposé n'était pas entièrement nouvelle pour l'Université. Il existe actuellement un programme en communications de masse qui, bien que financé par l'Université, a débuté en tant que centre régional et qui continue d'accueillir tous les étudiants, nigériens ou autres. On trouve également, au sein du Département d'informatique, un cours international de 2^e et 3^e cycle en informatique parrainé à la fois par l'Université, l'Unesco et l'OUA.

La mission a reçu l'assurance que les possibilités d'emploi seraient considérables, notamment dans le secteur privé, pour les diplômés d'un programme d'études en sciences de l'information : la demande sans cesse croissante de diplômés en informatique et en communications de masse pour divers postes au sein d'organismes gouvernementaux et privés témoignerait des tendances actuelles. Cependant, le groupe de travail préférerait attendre que les responsables de la mission fournissent des lignes directrices plus détaillées avant de décider si le programme devrait mener ou non à l'obtention d'un diplôme.

À n'en pas douter, l'Université était enthousiasmée à l'idée qu'elle pourrait accueillir le programme. Le recteur a d'ailleurs confirmé ce désir lors de son entretien avec les membres de la mission. On a donc estimé que si l'Université de Lagos était invitée à présenter une proposition relative au programme à l'étude, elle pourrait le faire sans difficulté aucune.

Université d'Ibadan

À l'Université d'Ibadan, le recteur avait créé un groupe de négociation en vue de la visite de la mission. Plusieurs documents avaient été préparés, notamment une proposition détaillée de programme intitulée Centre régional africain pour les sciences de l'information, ainsi qu'un projet de création de nouveaux programmes de maîtrise au sein du Département de bibliothéconomie. L'Université estimait que, du point de vue administratif, le programme devrait être séparé des cours actuellement offerts par le Département de bibliothéconomie tout en y étant fonctionnellement relié.

Forte de son expérience dans d'autres programmes, l'Université ne prévoyait aucun problème à intégrer un programme d'études en sciences de l'information à l'une de ses facultés, peut-être la Faculté d'éducation qui comprend déjà le Département de bibliothéconomie. Une telle structure serait nécessaire pour conférer au programme toute l'importance rattachée à un programme d'études menant à l'obtention d'un diplôme.

Advenant l'établissement d'un programme d'études régional en sciences de l'information, celui-ci absorberait les cours en sciences de l'information actuellement offerts, quitte à relever du même coup le contenu au niveau d'un programme de 2^e et 3^e cycle. En outre, divers départements et écoles de l'Université offrant des cours pertinents seraient appelés à collaborer pleinement au programme proposé, d'où la possibilité de conférer des maîtrises en sciences de l'information et en philosophie ainsi que des doctorats en philosophie. Par ailleurs, des cours de durée relativement brève seraient dispensés principalement aux professionnels du domaine qui désirent se recycler. Outre l'enseignement, le personnel du programme agirait également comme spécialistes auprès des secteurs public et privé et mènerait des recherches en vue de définir la technologie de l'information, par exemple, assurant la compatibilité des nouvelles configurations du matériel informatique et des logiciels.

L'Université ne jouissait apparemment pas d'une grande expérience des programmes internationaux du genre proposé, comme le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) de Nairobi et le RIPS de Legon. Toutefois, les membres du personnel connaissaient parfaitement le but et la structure de tels programmes et savaient notamment qu'ils devaient être adaptés aux besoins de tous les pays participants.

Il faut souligner que, vu l'augmentation importante du nombre d'universités au pays, Ibadan oriente maintenant ses activités vers les programmes d'études supérieures plutôt que de 1^{er} cycle. L'établissement du programme d'études de 2^e et 3^e cycle proposé en sciences de l'information semblerait donc conforme à cette nouvelle politique.

Selon la direction de l'Université, les diplômés du programme n'auraient pas de peine à décrocher un emploi; pour appuyer ses dires, elle a mentionné la forte demande à l'égard des diplômés du Département de bibliothéconomie et précisé que la demande de spécialistes en sciences de l'information serait certainement plus élevée dans les secteurs public et privé.

C'est à la Commission nationale des universités qu'il incombe de distribuer les fonds publics destinés aux universités du Nigéria. La mission a appris que cet organisme avait déjà donné, en principe, son appui au programme envisagé si jamais celui-ci était créé à Ibadan. On a également estimé que cet appui serait encore plus solide si, comme on l'avait proposé, le programme était offert en profitant des installations existantes de l'Université de façon à réduire la mise de fonds initiale.

Université d'Ife

Même si l'Université d'Ife avait, de toute évidence, songé sérieusement à la possibilité de créer un programme d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information et qu'elle avait mené des entretiens avec les départements pertinents, aucun comité spécial n'avait été créé en vue d'étudier le programme.

Les entretiens ont permis de croire que l'Université avait suffisamment étudié la nature et le contenu du programme proposé. Sans approfondir davantage les composantes des cours, les membres de la faculté rencontrés par la mission ont précisé que le programme devait, à leur avis, reposer sur des techniques modernes de collecte et de diffusion des données et

notamment sur l'emploi de l'informatique. Le programme serait d'abord intégré à un département existant, pour ensuite se transformer peu à peu en une école autonome des sciences de l'information qui offrirait également des cours de bibliothéconomie. Les membres de la faculté envisageaient clairement le programme comme une activité pluridisciplinaire portant sur plusieurs domaines tels que l'informatique, la planification, la conception et la gestion environnementales, la linguistique et les sciences sociales. Le programme débiterait au niveau du premier cycle pour ensuite s'acheminer peu à peu vers la maîtrise et le doctorat.

À l'instar de Lagos et d'Ibadan, la mission a reçu l'assurance que les diplômés du programme ne manqueraient pas d'offres d'emploi.

À ses questions sur les possibilités d'un appui gouvernemental au programme, la mission s'est fait répondre qu'il ne serait pas très difficile d'obtenir un financement officiel du gouvernement, surtout à cause des saines pratiques de l'Université dans la gestion de fonds et de sa capacité de créer des programmes innovateurs et pertinents afin de répondre aux besoins du pays. Cela ne signifiait pas que le lancement du programme régional ne nécessiterait aucun financement extérieur, mais que l'Université elle-même pourrait facilement obtenir les fonds nécessaires du gouvernement pour apporter une contribution raisonnable à cette fin.

La mission a été favorablement impressionnée par le dynamisme, la volonté et la détermination du personnel.

Université d'Addis-Ababa

Au cours des premiers entretiens avec les représentants de l'Université d'Addis-Ababa, il était évident que ceux-ci n'avaient que peu abordé les objectifs de la mission avant l'arrivée de cette dernière. Personne ne doutait de l'intérêt de l'Université, c'était plutôt les méthodes particulières qu'elle entendait prendre pour lancer le programme qui demeuraient imprécises. Toutefois, à mesure que se sont déroulés les entretiens, une conception plus claire du programme s'est formée.

Peut-être encore plus que toutes les autres universités visitées, l'Université d'Addis-Ababa participe étroitement aux activités de planification et de développement, de l'échelle nationale à l'échelle communautaire locale. La multitude de

documents consultés pendant le processus de prise de décisions semble un argument imposant dans la formation d'un grand nombre de personnes dans le domaine des techniques de traitement de l'information. Cependant, la plupart des personnes ainsi formées seraient appelées à pourvoir des postes de niveau intermédiaire. Sans toutefois dénigrer l'importance de la formation de ces personnes, tous étaient d'avis que le programme prôné par la mission s'attachait à des employés de plus haut calibre au niveau universitaire supérieur.

L'Université a reconnu que le programme devrait inclure plusieurs disciplines, mais elle n'était pas encore en mesure de préciser où le programme pourrait être avantageusement intégré à la structure universitaire. Elle a paru toutefois favoriser une intégration avec la Faculté des sciences sociales ou la création d'un service distinct au sein de l'École d'études supérieures. Dans l'un ou l'autre cas, des disciplines quantitatives comme l'informatique, les mathématiques et les statistiques, et d'autres telles que l'économie, l'administration des affaires et la comptabilité, y apporteraient une contribution.

Pour ce qui est du contenu du programme, l'Université estimait que les cours devraient différer sensiblement de ceux du programme d'études en bibliothéconomie, mais qu'ils pourraient, cependant, être précisés pendant l'étape de planification, tout en tenant compte des opinions et des besoins des autres pays participants.

Avant de quitter l'Université, la mission a appris du président qu'il avait reçu de l'État un solide engagement politique ainsi que la promesse d'une aide financière si l'Université devait offrir le programme.

Université de Nairobi

La mission a appris que l'Université de Nairobi s'était toujours préoccupée des besoins de main-d'oeuvre au Kenya et, par conséquent, qu'elle était depuis quelque temps déjà consciente de la nécessité d'offrir des cours de bibliothéconomie et de sciences de l'information. Toutefois, en raison des besoins nationaux, on avait proposé d'établir un important programme d'études de 1^{er} cycle dans ces deux domaines, et peut-être même de le compléter par un programme relativement modeste d'études universitaires de 2^e et 3^e cycle. En outre, l'Université estimait que, pour attirer un nombre suffisant d'étudiants, notamment ceux ayant une formation scientifique,

elle devait offrir des programmes au niveau du baccalauréat. De plus, il lui apparaissait nécessaire de créer des cours de formation quasi-professionnelle menant à un diplôme et spécialement destinés au personnel des bibliothèques publiques et scolaires. Ces opinions se fondaient sur les recommandations formulées dans deux rapports sur les besoins en ressources humaines dans ces domaines, rapports présentés respectivement par l'Association des bibliothèques du Kenya et le Bureau de planification du ministère de l'Éducation. On a aussi fait mention d'un rapport antérieur préparé pour la Conférence permanente des bibliothécaires africains, Zone orientale (Dean 1974).

Pour justifier sa position en faveur de programmes de 1^{er} cycle, l'Université a souligné que cette mesure lui permettrait de répondre de façon plus rapide et économique à l'importante demande de bibliothécaires et de spécialistes de l'information émanant des nombreux instituts d'études et de recherche du pays. À son avis, un programme de 2^e et 3^e cycle servirait surtout à former des professionnels qui, à leur tour, pourraient former d'autres personnes : il faudrait insister sur la formation des enseignants. De l'avis du recteur, cette approche était particulièrement souhaitable à l'égard des programmes régionaux conçus pour répondre aux besoins d'autres pays. L'Université avait déjà parrainé des programmes régionaux et était fermement convaincue que cette voie était la meilleure, compte tenu des besoins actuels de la région. À titre d'exemple de tels programmes régionaux, le recteur a mentionné certains cours supérieurs déjà offerts par l'Université dans des disciplines comme le journalisme, l'économie, la diplomatie, l'éducation (perfectionnement), les ressources hydriques et l'informatique.

Au cours de l'entretien, personne n'a cherché à préciser le contenu des cours proposés par l'Université.

Le Comité des subventions aux universités avait approuvé un projet de cours de bibliothéconomie, d'archivistique et d'information de 1^{er}, 2^e et 3^e cycle à l'Université de Nairobi. Toutefois, les choses ont beaucoup changé depuis cette approbation en raison de la décision prise par le gouvernement de créer une deuxième université au pays. Cette nouvelle université devait être à vocation technique et abriter, notamment, une faculté complète des sciences de l'information. Dans son Plan de développement national pour 1984-1988, alors en cours de préparation, le gouvernement avait souligné qu'un programme en sciences de l'information devrait

être amorcé au cours de cette période de planification. Toutefois, il reste encore à décider si ce programme devrait être dispensé à l'Université de Nairobi ou à la nouvelle université, du reste encore à l'état de projet.

Malgré cette incertitude, il nous est apparu que l'Université avait quand même arrêté la structure et les objectifs généraux de son programme dans ce domaine. Le recteur jouissait lui-même d'une très grande expérience des domaines connexes du traitement de l'information, notamment en médecine et en sciences physiques, et s'est révélé fort convaincant lorsqu'il a abordé la raison d'être d'un programme régional en sciences de l'information. Il a particulièrement insisté sur l'importance d'intégrer à ces programmes des cours de formation destinés aux utilisateurs de l'information. Il a également souligné la nécessité d'éduquer le public dans les règles sur l'utilisation de l'information afin de susciter un climat réellement propice au programme.

Tout au long de l'entretien, le recteur n'a cessé de répéter que tout programme en sciences de l'information offert à l'Université devait être conçu essentiellement pour répondre aux besoins en main-d'oeuvre du Kenya dans ce domaine, ou du moins en tenir sérieusement compte. À son avis, pour jouir de l'appui local, un programme régional devrait accueillir au moins 50 % d'étudiants en provenance du Kenya. La mission n'a pas abordé ce dernier point, mais le message transmis a été parfaitement compris.

L'Université semblait sans aucun doute intéressée à créer un programme en sciences de l'information. À cet égard, elle s'était mise en rapport avec des organismes tels que l'Unesco, et une visite antérieure d'un représentant du CRDI avait permis de confirmer ce fait. Il semblerait toutefois qu'elle n'ait pas attaché beaucoup d'importance à la création d'un programme régional -- et non uniquement national -- et la mission n'a pas décelé un enthousiasme délirant à l'idée d'appuyer un programme régional. Elle a plutôt constaté que, peu importe les résultats de la mission, l'Université et le gouvernement étaient alors déterminés à créer au Kenya un programme d'études universitaires en sciences de l'information de même qu'un programme de bibliothéconomie et d'archivistique. Le recteur n'a toutefois pas écarté la possibilité d'accueillir le programme régional proposé, sous réserve d'une étude approfondie des modalités.

Université de Zambie

Au cours des entretiens avec le recteur et le vice-recteur de l'Université de Zambie, l'Université a exprimé un vif intérêt à accueillir le programme. Le vice-recteur a en outre mentionné les divers instituts de recherche du pays ainsi que le ministère de l'Agriculture et des Ressources hydriques comme exemples d'organismes où l'on avait déjà constaté un besoin en matière d'information structurée.

Pour appuyer l'établissement du programme en Zambie, le secrétaire de l'Université a indiqué la grave pénurie -- dans tout le pays -- d'employés cadres formés localement dans ce domaine, ainsi que les coûts élevés que nécessite la formation de ces personnes à l'étranger. Insistant sur la capacité de l'Université d'accueillir le programme, le secrétaire a souligné que certaines installations actuellement occupées par l'Institut des Nations Unies pour la Namibie et le Commonwealth Youth Programme à Lusaka seraient sans doute reprises par l'Université dans un avenir prochain.

On n'a abordé la conception du programme que lors de l'entretien officiel avec les représentants des départements. La mission a constaté que, bien que certaines personnes, tels les spécialistes de l'information et les autres dont les travaux et les intérêts les amenaient constamment à chercher de l'information, aient eu une idée assez précise du programme proposé, il n'en était pas de même de la plupart des personnes rencontrées.

Les spécialistes de l'informatique ont apprécié à sa juste valeur la contribution que pourrait apporter la technologie informatique au programme, bien qu'ils aient semblé peu au fait des applications concrètes de cette technique aux problèmes bibliographiques.

La mission a en outre constaté que, malgré l'opinion voulant qu'un grand nombre de départements profiteraient du programme proposé et y contribueraient peut-être si celui-ci était créé à l'Université, peu semblaient connaître exactement la relation entre leur discipline respective et les sciences de l'information.

Au cours des entretiens, il est devenu évident que l'Université envisageait le programme proposé essentiellement comme une réponse aux besoins en personnel de la Zambie. De façon générale, cependant, les membres sont convenus que la

vocation régionale du programme les amènerait à tenir compte des besoins des pays participants.

Concernant la place du programme au sein de la structure pédagogique de l'Université, les spécialistes ont estimé que le programme devrait être entièrement séparé du Département de bibliothéconomie tout en y étant étroitement relié. Au besoin, le programme pourrait cependant débiter au sein du Département de bibliothéconomie, mais en conservant son identité propre.

Il n'a aucunement été question des cours qui seraient offerts dans le cadre du programme ni des diplômes qui seraient conférés. La mission a, cependant, très bien compris que ces détails devraient être définis avec la collaboration des pays participants au cours des étapes préliminaires du programme, tout comme ce fut le cas du projet d'École régionale de médecine vétérinaire, dont l'implantation était prévue à l'Université de Zambie.

La mission a reçu l'assurance des autorités universitaires et des représentants rencontrés au ministère des Études supérieures et à la Commission nationale pour la planification et le développement que le gouvernement envisagerait la possibilité d'accorder une aide financière au programme si l'Université en faisait la demande officielle à titre prioritaire. L'Université a souligné que le programme serait élaboré autant que possible à même le budget ordinaire de l'Université afin de mieux faire accepter le programme par le gouvernement.

Université du Zimbabwe

Au cours de son entretien avec le bibliothécaire de l'Université, la mission a cru comprendre que l'Université du Zimbabwe n'offrait pas à l'heure actuelle de programmes d'études en bibliothéconomie ou en sciences de l'information, mais que l'Université serait sans doute intéressée à offrir un programme de 2^e et 3^e cycle dans ce dernier domaine. Le pays se consacrait à cette époque à mettre en oeuvre un programme global visant à améliorer la qualité de la vie communautaire dans les régions rurales, et prévoyait en outre la création de 55 bibliothèques rurales. Il existait donc un besoin urgent de personnel de niveau intermédiaire dans ces bibliothèques ainsi que dans les écoles. Pour le gouvernement, le meilleur moyen de répondre à ce besoin consistait à créer, au Belvedere Teacher's College, à Harare, un cours de bibliothéconomie de quatre ans menant à un diplôme de niveau collégial jusqu'à ce qu'un centre de formation permanent puisse être construit.

L'Université du Zimbabwe décernerait le diplôme et fournirait des enseignants, mais le Teacher's College serait entièrement chargé de tous les autres aspects du cours.

Le recteur a assuré la mission que l'Université reconnaissait l'importance et la valeur des sciences de l'information, mais qu'elle n'estimait pas prioritaire la création d'un programme d'études de 2^e et 3^e cycle dans ce domaine, vu le grand nombre de programmes plus urgents qu'il fallait dispenser pour atteindre d'importants objectifs nationaux et vu les ressources, financières ou autres, très limitées de l'Université.

Selon le recteur, dans les circonstances actuelles, même si le programme proposé devait être financé de l'extérieur, l'Université ne pourrait sans doute pas l'accueillir dans un avenir prochain à cause de certaines responsabilités, financières ou autres, qu'il lui faudrait assumer, surtout si le programme devait s'adresser non seulement au Zimbabwe mais à d'autres pays. De l'avis du recteur, le critère fondamental présidant à la création de tout programme local ou régional à l'Université reposerait sur l'avantage que le Zimbabwe pourrait en tirer. Il était convaincu que pour réussir à répondre de la façon la plus réaliste possible à ses besoins de personnel en sciences de l'information, le pays devait, pour l'instant, faire appel à des établissements de formation à l'extérieur du Zimbabwe. Le recteur espérait toutefois que le programme proposé serait localisé en Afrique orientale où, estimait-il, les transports et les systèmes de télécommunications étaient supérieurs à ceux de l'Afrique occidentale.

À la lumière des entretiens avec le recteur, la mission n'a pas jugé utile d'explorer davantage le désir ou la capacité de l'Université d'accueillir le programme. Pendant sa rencontre avec les spécialistes de la bibliothéconomie et de l'archivistique, la mission s'est attachée aux besoins du Zimbabwe en sciences de l'information et aux moyens proposés d'y répondre.

La plupart des personnes présentes à l'entretien ont reconnu l'importance des sciences de l'information et le rôle complémentaire que pourrait jouer ce programme dans le travail des bibliothécaires et des archivistes professionnels des secteurs public et privé. Quant à savoir si le Zimbabwe était prêt à créer ou à parrainer un programme d'études de 2^e et 3^e cycle du genre proposé par la mission, que ce soit à l'Université ou ailleurs au pays, les opinions divergeaient.

De façon générale, il semblait que la situation et les besoins actuels du pays dans le domaine de l'information nécessitaient en premier lieu des cours de formation semi-spécialisés pour bibliothécaires. Ce n'est que lorsqu'un nombre suffisant de personnes auront été formées que le pays pourra envisager une participation à des programmes de formation plus poussés et plus complets, tel un programme d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information. À cet égard, il a été mentionné que l'élaboration des programmes destinés à la formation des préposés au traitement de l'information ne devrait pas viser uniquement les bibliothécaires et les spécialistes de l'information, mais aussi les archivistes, à cause du rôle important qu'ils ont à jouer dans la conservation de certains types d'information intéressant particulièrement les pays en développement.

Concernant la formation des spécialistes de l'information au Zimbabwe, la mission a cru comprendre que les pays membres du Comité de l'Afrique australe pour la coordination au développement (SADCC) avaient approuvé la création d'un établissement de collecte et de diffusion de l'information en Afrique australe. Le mécanisme de coordination de cet établissement, qui porterait le nom de SADIS (Système d'information pour le développement de l'Afrique australe), devait se trouver au Zimbabwe. En plus de la prestation de services à la région, l'établissement formerait des spécialistes de l'information pour les secteurs public et privé. Bien que les détails du programme de formation proposé n'aient pas encore été définis, la mission avait l'impression que le programme serait étroitement lié à l'Université.

Au cours de l'entretien, il est apparu que le programme de formation SADIS différerait du programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information envisagé par la mission, non seulement du point de vue géographique mais aussi dans son niveau et sa teneur.

Enfin, quelqu'un a proposé la création d'un programme mixte de cours en sciences de l'information, en bibliothéconomie et en archivistique comme le meilleur moyen de satisfaire à l'heure actuelle aux besoins de personnel du Zimbabwe dans le domaine des sciences de l'information. Toutefois, pour intéressante que fût cette idée, la mission n'a pu y prêter une oreille attentive, car elle n'entrait pas dans le cadre de son mandat.

Maintien du programme par l'infrastructure existant déjà dans les universités

Université du Ghana

La mission a reconnu sans peine que tous les départements visés, et surtout le Département de bibliothéconomie et d'archivistique, souffraient d'une grave pénurie de personnel imputable à des démissions ou à des congés d'études. Lors de sa visite, la mission n'a pu rencontrer qu'une seule parmi toutes les personnes mentionnées dans la lettre du recteur au secrétaire général de l'ACU en 1981 comme étant capables de discuter des divers aspects du programme proposé.

Le programme du département précisait que le cours de bibliothéconomie abordait de façon assez approfondie les sciences de l'information, mais les chargés de cours étaient occupés à préparer un doctorat à l'étranger. Aux dires de l'Université, il devenait impossible, avant le retour de ces enseignants, d'envisager avec certitude la possibilité de créer en priorité un centre régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information du genre proposé. L'Université estimait que, pour l'avenir immédiat, il conviendrait davantage d'utiliser les ressources disponibles pour améliorer les secteurs pertinents du programme d'études en bibliothéconomie et en archivistique.

La mission a reçu l'assurance que l'intégration d'un nouveau programme ne poserait aucune difficulté à l'Université. Cependant, l'énumération du matériel et des logiciels disponibles au Centre informatique universitaire donnait à penser que les installations existantes étaient quelque peu limitées en raison de graves restrictions financières.

Le Ghana et ses universités étant en pleine crise, il ne semblait pas opportun d'attendre de l'Université du Ghana qu'elle s'aventure dans un programme de sciences de l'information pour répondre aux besoins de toute l'Afrique anglophone.

Université de Lagos

Parmi ses secteurs, l'Université de Lagos comptait un Département d'informatique, un Centre de calcul et un Département des communications de masse.

Le Département d'informatique regroupait 10 employés de niveau supérieur hautement qualifiés et extrêmement confiants

en leur capacité. Le Département offrait des cours menant à l'obtention du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat. Il était équipé d'un micro-ordinateur Cardo, de deux micro-ordinateurs Apple (plus deux autres déjà commandés) ainsi que d'un ordinateur hybride. Le programme des cours était conçu de façon que les étudiants disposent de laboratoires adéquats en vue de mieux se renseigner sur le fonctionnement interne et l'utilisation des ordinateurs. Le Département participait également à la préparation de systèmes de soutien des logiciels à l'intention des secteurs administratifs et des facultés de l'Université. Malheureusement, la bibliothèque de l'Université, qui procédait à ce moment à l'automatisation de ses installations, services et méthodes, n'a pu profiter de ce service de soutien.

La mission n'a pu visiter le Centre de calcul, mais a appris que le matériel comprenait un ordinateur IBM 370 doté d'une mémoire de 256K. Le Centre offrait des services généraux à toute l'Université et entretenait des relations fonctionnelles très productives avec le Département d'informatique. À l'instar de ce dernier, le Centre a subi, dans le passé, des interruptions causées par des fréquentes pannes d'électricité au sein du réseau national. Ce problème a cependant été considérablement atténué grâce à l'installation de génératrices de secours. Généralisée sur presque tout le continent, l'abondance de poussière constitue une autre calamité qui entrave sérieusement le fonctionnement efficace des ordinateurs. Une fois encore, ce problème a pu être supprimé en grande partie par l'utilisation de climatiseurs et de locaux à l'épreuve de la poussière.

Le Département des communications de masse a fait ses débuts en tant que centre régional parrainé par l'Unesco, mais il est aujourd'hui entièrement financé par l'Université. Son équipement comprenait une presse, des studios d'enregistrement pour former les étudiants aux techniques de diffusion ainsi que des installations de télévision utilisées en circuit fermé au sein de l'Université. Les cours offerts menaient à l'obtention d'un diplôme, d'un baccalauréat et d'une maîtrise et suscitaient un vif intérêt. En outre, le Département avait organisé des ateliers spéciaux dans le cadre de son programme d'éducation permanente. Les spécimens des publications du Département, notamment un journal étudiant et un journal interne, avaient une allure très professionnelle. Les étudiants pouvaient en outre participer à des études sur le terrain et à des recherches sur les ressources des organes d'information.

La mission n'a pas visité le Département d'administration des affaires, mais a appris qu'il était le meilleur du genre au pays et qu'un certain nombre d'organismes locaux préfèrent embaucher ses diplômés plutôt que ceux qui sortent des écoles et départements étrangers d'administration des affaires, y compris Harvard. En plus des cours traditionnels, d'autres cours avaient récemment été créés dans des domaines tels que la gestion immobilière et les relations industrielles. La mission a aussi appris qu'un cours sur la gestion et les systèmes informatiques était actuellement à l'étude, mais qu'on n'avait pas encore choisi le département qui le dispenserait.

En plus de ces départements, d'autres secteurs de l'Université pourraient également contribuer au programme de sciences de l'information proposé ou en profiter, soit la bibliothèque de l'Université et le service d'information et de planification, tous deux intégrés au Bureau du recteur. Il s'agit principalement de secteurs orientés sur les usagers, mais qui pourraient également offrir des installations de formation très utiles dans le cadre du programme proposé.

L'Université disposait également d'un Centre d'éducation permanente chargé de coordonner des cours de recyclage à court terme pour les spécialistes. Ce Centre pourrait aussi être utilisé aux fins du programme proposé.

En étudiant les ressources disponibles à l'Université et susceptibles d'être utilisées dans le cadre du programme, la mission a décelé ce qu'elle considère comme un manque de planification. En effet, malgré l'accès à des ressources matérielles et humaines vitales au développement dans divers secteurs de l'Université, l'utilisation de ces ressources pourrait, à l'heure actuelle, ne pas être suffisamment coordonnée. À titre d'exemple, on peut citer le projet d'automatisation de la bibliothèque, qui semblait mal intégré aux ressources et aux compétences du Département d'informatique et ce, même dans des cas évidents comme l'évaluation du matériel à acquérir et son installation.

Les installations et l'équipement laissent vraisemblablement croire qu'une solide infrastructure existait déjà. L'Université a paru comprendre clairement que les responsables de la mission n'assumeraient pas le coût total d'implantation du programme et que l'institution hôte aurait à déboursier une bonne part des frais.

Université d'Ibadan

Comme on l'a déjà mentionné dans le présent chapitre, le Département de bibliothéconomie de l'Université d'Ibadan offrait déjà des cours en sciences de l'information. En outre, divers autres départements et écoles de l'Université dispensant des cours connexes participeraient intensivement au programme proposé.

En ce qui touche le personnel, il était évident que l'Université disposait déjà d'un nombre suffisant d'employés compétents dans les domaines en cause pour former un solide noyau. On peut citer en exemple les Départements de bibliothéconomie, d'informatique et de statistique de même que le Centre de calcul. L'Université devra cependant embaucher et former d'autres employés afin de mettre entièrement en oeuvre le programme.

L'Université disposait des installations nécessaires pour le Département de bibliothéconomie, qui pourraient facilement être agrandies aux fins du programme. Elle comptait également une excellente bibliothèque comportant bon nombre d'ouvrages en bibliothéconomie et en sciences de l'information. En outre, elle a réservé un immeuble situé à proximité du Département de bibliothéconomie pour abriter les locaux nécessaires au programme. Cet immeuble, toutefois, et l'Université elle-même l'a reconnu, nécessiterait des rénovations et des modifications considérables. De plus, les installations employées pour la formation en informatique devront être agrandies afin de répondre aux besoins du programme. Cependant, malgré ces réserves, les installations et le milieu pédagogique actuels de l'Université conviendraient parfaitement au programme proposé.

Un grave problème se posait toutefois à ce moment-là : les pannes d'électricité très fréquentes nuisaient considérablement au fonctionnement efficace de plusieurs services et installations, notamment du Centre de calcul. La mission a toutefois appris que l'Université faisait le nécessaire pour régler le problème sur le campus grâce à l'installation d'une source d'alimentation illimitée.

Ibadan ne souffrait d'aucun problème de transport grave. La ville est à proximité de l'Aéroport international de Lagos, d'où partent de nombreux vols vers les autres parties du monde, et l'accès à divers bureaux de l'État et entreprises commerciales de Lagos est relativement aisé. L'ouverture du nouvel aéroport d'Ibadan devrait améliorer davantage la situation.

Les services téléphoniques étaient malheureusement assez mauvais, mais les communications par télex étaient possibles.

Université d'Ife

Peut-être à cause de l'absence d'un programme d'études de bibliothéconomie, le personnel de l'Université d'Ife ne comptait aucun employé possédant une formation universitaire en sciences de l'information. Le Centre de calcul et le Département d'informatique possédaient toutefois un petit noyau d'employés ayant des compétences en la matière. En outre, conformément à l'idée que l'Université se faisait du programme, il nous est apparu possible qu'elle pourrait éventuellement recourir au personnel travaillant dans d'autres spécialités.

Concernant les installations, les logiciels et le matériel du Centre de calcul et du Département d'informatique (notamment ce dernier) nous ont semblé convenir pour les premières étapes de la mise en oeuvre du programme. À cet égard, mentionnons que le personnel a fortement insisté sur le besoin pour l'Université de former ses propres programmes. Le Département d'informatique favorisait l'utilisation de micro-ordinateurs et non celle d'ordinateurs principaux ou de mini-ordinateurs pour l'enseignement et l'exécution de travaux d'administration.

La bibliothèque pourrait également servir utilement à la formation mais ses installations, bien qu'adéquates, devraient être considérablement améliorées, notamment en ce qui touche les collections et le perfectionnement du personnel, afin de pouvoir bien appuyer le programme proposé.

Ife est une ville relativement isolée comparativement à Lagos, capitale nationale et centre des activités commerciales. La mission a cependant appris que la circulation dans Lagos même est si dense qu'il est quelquefois plus facile et plus rapide d'atteindre le centre-ville et l'Aéroport international de Lagos en partant d'Ife plutôt que de certains quartiers de Lagos.

Cependant, au chapitre du réseau téléphonique et des télécommunications avec l'extérieur, Ife était nettement défavorisée. La ville n'avait aucun lien direct avec Lagos et les autres principaux centres de communication du Nigéria, et la création de liens directs avec des centres de données, au Nigéria ou à l'extérieur, pourrait poser de sérieux problèmes.

À l'instar d'autres régions du Nigéria, Ife souffrait d'une alimentation électrique sporadique et de pannes fréquentes qui avaient déjà sérieusement endommagé des appareils informatiques coûteux. Par bonheur, cette mauvaise expérience a amené l'installation de dispositifs de sécurité susceptibles d'assurer la protection du matériel à l'avenir.

Université d'Addis-Ababa

L'Université d'Addis-Ababa comptait plusieurs bibliothèques dispersées dans ses collèges, ses campus et ses facultés. La bibliothèque principale, située sur le campus d'Addis-Ababa, était imposante, spacieuse et bien garnie d'ouvrages bibliographiques, de documents de référence, de collections de journaux et d'autres ouvrages de recherche. Moyennant quelques ajouts axés sur les besoins d'un programme d'études en sciences de l'information, cette bibliothèque pourrait se révéler fort utile au programme proposé.

Le Centre des systèmes informatiques et de traitement des données, qui servait de centre de calcul à l'Université, était également assez bien équipé. Il comptait un ordinateur V-8455, deux unités de disques et plusieurs perforatrices à clavier IBM 29, de même que des codeurs NCR 7500. Le Centre avait pour tâche principale de fournir des services à l'administration et aux facultés de l'Université. Il n'était cependant pas conçu pour dispenser une formation poussée en informatique, comme l'exigerait le programme envisagé. En outre, le Centre ne disposait apparemment d'aucun laboratoire de formation.

La mission a reçu l'assurance qu'au début, tout au moins, l'accès à des salles de cours et à des logements en résidence pour les étudiants et les employés ne poserait aucun problème majeur.

L'Université ne semblait compter aucun spécialiste de l'information parmi ses employés. Toutefois, la mission a appris qu'en plus du directeur du Centre d'informatique, au moins deux personnes employées par les Facultés de sciences physiques et de mathématiques possédaient une formation en informatique. L'Université offrait un cours de deux ans débouchant sur un diplôme en bibliothéconomie, mais il semblait qu'on ne devait rien attendre de cette moisson de diplômés. Bien que l'Université ait proposé d'affecter au programme du personnel travaillant dans d'autres domaines pertinents, il était évident que la plupart des employés requis devraient être spécialement recrutés ou formés aux fins du programme.

L'emplacement de la ville d'Addis-Ababa présente sans aucun doute des avantages : les services aériens et les télécommunications sont excellents. On a notamment mentionné le grand nombre de pays anglophones situés dans l'infrarégion de l'Afrique orientale de même que l'emplacement stratégique d'Addis-Ababa par rapport à ces pays. En dernier lieu, les nombreux Africains des divers pays avoisinants qui travaillent dans la multitude d'organisations internationales et d'ambassades situées à Addis-Ababa engendrent un climat social propice au recrutement du personnel nécessaire au programme.

Université de Nairobi

À l'Université de Nairobi, la mission n'a obtenu que de brefs renseignements sur les installations susceptibles d'être utilisées dans le cadre d'un programme d'études en sciences de l'information. L'Université offrait des cours d'informatique, bien qu'elle ne possédât aucun centre de calcul proprement dit. Le matériel du Département d'informatique consistait en un ordinateur ICL et en quelques micro-ordinateurs destinés au traitement de textes. L'Université dispensait également des cours de journalisme et de communications susceptibles d'être utiles au programme. La bibliothèque universitaire, qui devait être réaménagée dans un nouvel immeuble plus spacieux en voie de construction, comptait automatiser un plus grand nombre de ses activités une fois le déménagement terminé.

Université de Zambie

L'Université de Zambie était divisée en deux campus bien distincts, situés à Lusaka et à Ndola, et comptait en établir un troisième à Kolwezi. Chaque campus, qui possédait son propre personnel enseignant et administratif relevant d'un directeur, offrait des disciplines distinctes. Comme l'administration centrale de l'Université de Zambie se trouvait sur le campus de Lusaka, la mission a décidé de ne visiter que cet endroit.

L'Université n'offrait aucun cours complet en sciences de l'information, mais des cours de bibliothéconomie intégrés à des programmes d'études débouchant sur un baccalauréat. On trouvait aussi un cours semi-professionnel en bibliothéconomie sanctionné par un diplôme. Les cours en informatique étaient dispensés par le personnel du Centre de calcul, dont les services s'adressaient à toute l'Université, et par le personnel des Départements de mathématiques et de génie. Il était toutefois question d'offrir en 1987 un cours d'informatique

menant à l'obtention d'un B. Sc., aux fins duquel deux étudiants suivaient alors à l'étranger un programme d'études supérieures. Le personnel affecté à ces programmes serait donc en mesure de participer activement au programme de 2^e et 3^e cycle proposé. Quelques employés du Département de bibliothéconomie et de la bibliothèque universitaire, notamment ceux qui possèdent une formation en sciences de l'information, pourraient également apporter leur concours. Ces personnes ne jouiraient toutefois pas de la compétence requise pour assumer l'entière responsabilité du programme et auraient donc besoin de l'appui d'employés plus expérimentés venant de l'extérieur de la Zambie. Il ne semblait y avoir aucune autre source de main-d'oeuvre à l'intérieur du pays même. On ne peut rejeter entièrement la possibilité de puiser du personnel à d'autres départements, mais les perspectives actuelles ne semblaient guère prometteuses.

L'Université possédait une bonne bibliothèque fonctionnelle qui, moyennant une légère augmentation du nombre d'ouvrages pertinents, pourrait convenir au programme proposé. Le Centre de calcul représentait une autre ressource matérielle, puisqu'il disposait d'un système ICL interactif (loué) relié à neuf terminaux, dont trois se trouvaient dans divers départements de l'Université, et qu'il songeait à en augmenter le nombre. L'ordinateur était à ce moment utilisé au moins 15 heures par jour, mais il n'y aurait, semblait-il, aucune difficulté à affecter du temps machine aux activités du programme. Il faudrait cependant installer du matériel supplémentaire, mais moins coûteux, pour l'enseignement et la formation pratique des étudiants. Bien que divers secteurs de l'Université aient déjà profité des ressources informatiques, la bibliothèque universitaire n'avait pu encore le faire.

Pour ce qui est de l'hébergement des employés et des étudiants ainsi que des salles de cours, l'Université semblait éprouver quelques difficultés. Toutefois, comme on l'a déjà souligné dans la partie précédente, l'Université prévoyait obtenir à l'achèvement du programme en Zambie l'immeuble occupé à ce moment par le Commonwealth Youth Programme sur le campus. L'Université comptait également récupérer, lorsque la Namibie obtiendra son indépendance, les locaux à Lusaka dans lesquels était installé l'Institut des Nations Unies pour la Namibie. Si tout cela se concrétisait, l'Université serait plus en mesure d'accueillir le programme à ses débuts, mais il lui faudrait néanmoins obtenir d'autres locaux au fur et à mesure que le programme prendrait de l'expansion.

La mission a constaté que la Zambie possédait un excellent système de transport aérien avec le reste de l'Afrique orientale et australe, de même qu'avec l'Afrique occidentale via Nairobi. Le pays jouissait également d'un excellent réseau de télécommunications avec le monde extérieur, bien que les liens avec l'Afrique occidentale aient laissé quelque peu à désirer. Sous cet angle, l'Université n'aurait aucun problème à accueillir le programme.

Université du Zimbabwe

Comme nous l'avons déjà expliqué plus haut, au cours de l'entretien relatif à la conception du programme, la mission n'a pas cherché à savoir si l'infrastructure existant à l'Université du Zimbabwe pouvait jouer un rôle aux fins du programme proposé.

Ressources externes aux fins de soutien du programme

Université du Ghana

L'entretien entre les membres de la mission et les représentants de l'Université du Ghana n'a révélé aucune ressource externe susceptible de contribuer au soutien du programme.

Université de Lagos

Les entretiens ont porté sur les nombreuses ressources disponibles à l'Université de Lagos aux fins de soutien du programme. La mission a toutefois appris que 95 % des ordinateurs et des spécialistes de l'informatique au Nigéria se trouvaient à Lagos, ce qui était considéré comme un atout supplémentaire pour l'Université. Bien que ces questions n'aient pas été traitées en détail avec le groupe de travail de l'Université, il semblait possible d'envisager l'organisation de travaux pratiques et de visites de groupe utiles dans la région de Lagos, ainsi que le recrutement de spécialistes divers à titre d'enseignants à temps partiel dans certains secteurs du programme.

Université d'Ibadan

La mission a visité l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), situé à proximité du campus de l'Université d'Ibadan. Cet Institut pourrait apporter beaucoup au programme grâce à son secteur d'informatique et aux services de sa

bibliothèque et de son centre de documentation, qui devaient faire l'objet d'une automatisation partielle. Le personnel de l'Institut donnait parfois quelques cours à l'Université alors que les employés de la Bibliothèque nationale et d'autres organismes de Lagos prononçaient à l'occasion des conférences au Département de bibliothéconomie. Il serait commode d'inviter des spécialistes de l'Université de Lagos ou d'autres institutions de la ville à prendre part à un programme d'études en sciences de l'information.

Université d'Ife

Les entretiens n'ont révélé aucune ressource extérieure au campus de l'Université d'Ife susceptible d'appuyer un programme à Ife. L'isolement de la ville expliquait sans doute cette situation.

Université d'Addis-Ababa

Exception faite de ses propres installations, l'Université a indiqué la possibilité de mettre à profit diverses institutions d'Addis-Ababa, notamment le Centre de documentation du Centre international de l'élevage pour l'Afrique (CIEA) et le programme PADIS de la CÉA. La mission a visité plus tard les deux institutions et les a jugées convenablement équipées pour offrir une formation pratique et des démonstrations.

L'ILCA possédait un ordinateur HP 3000 (série III) ainsi qu'un logiciel MINISIS pour le traitement de l'information bibliographique. Il disposait en outre de bonnes installations de production de microfiches et entretenait des relations fécondes avec une foule de points de contact nationaux dans la région qui pourraient s'intéresser au programme. Le Centre de documentation serait certainement en mesure de se charger de la formation technique et des travaux pratiques dans des domaines tels que la construction de répertoires et la rédaction de résumés. Des négociations officielles devront évidemment avoir lieu si l'Université utilise ces installations aux fins du programme. Au cours de son entretien avec le directeur de l'ILCA, la mission a reçu l'assurance qu'une telle collaboration ne poserait, en principe, aucun problème.

Bien que relativement récent, le programme PADIS de la CÉA disposait également d'un matériel suffisant, d'ailleurs semblable à celui du Centre de documentation de l'ILCA, en plus d'un grand nombre de terminaux pour le traitement transactionnel et par lots, y compris l'accès direct aux bases de données

internes. (Le traitement transactionnel désigne le traitement individuel et direct de chaque élément par ordinateur plutôt que par groupes en différé.) En outre, tout comme à l'ILCA, la production de microfiches était possible. On songeait également à établir un réseau de points de contact infrarégionaux et nationaux. Tout cela constituait donc une ressource de formation des plus importantes susceptible d'être utilisée dans le cadre du programme proposé.

En sus des ressources matérielles et techniques, les employés du PADIS et surtout ceux du Centre de documentation de l'ILCA pourraient peut-être appuyer les enseignants à plein temps affectés au programme. Les excellentes relations qu'entretenait l'Université avec la CÉA, l'OUA et l'ILCA sembleraient renforcer cette possibilité.

Université de Nairobi

L'entretien de la mission avec les représentants de l'Université de Nairobi n'a pas permis de cerner aucune autre ressource que celles fournies par l'Université. Il était cependant clair que ces ressources existaient bel et bien. À titre d'exemple, on peut citer les installations d'organismes internationaux comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), implanté à Nairobi. Ces ressources pourraient contribuer au soutien du programme proposé.

Université de Zambie

L'entretien n'a révélé aucune ressource extérieure à l'Université de Zambie et susceptible d'aider cette dernière à élaborer un programme d'études en sciences de l'information, mais ces ressources pourraient en outre être assez restreintes. L'Université a mentionné en particulier qu'elle aurait peut-être beaucoup de peine à trouver ailleurs en Zambie des spécialistes des sciences de l'information pour augmenter son personnel enseignant, même à temps partiel.

Université du Zimbabwe

Pour le moment, il semble exister peu de ressources en dehors de l'Université qui pourraient appuyer tout programme d'études en sciences de l'information créé à l'Université.

Évaluation générale des universités visitées

Université du Ghana

En raison de la conjoncture économique difficile à laquelle le Ghana et ses universités faisaient face, il semblait peu probable que l'Université du Ghana pût assumer d'autres engagements, ce qui nous a fait douter de sa capacité de poursuivre tout programme régional nouveau qu'elle pourrait offrir.

L'Université était considérée depuis longtemps comme le chef de file en bibliothéconomie et elle administrait une école régionale d'archivistique. Elle offrait des cours de premier cycle dans les domaines connexes de l'informatique, de la linguistique et de l'administration des affaires. La bibliothèque universitaire renfermait une collection de bonne qualité.

Bien qu'il ait été possible d'obtenir des salles de cours et des bureaux pour les employés, il semblait y avoir quelques difficultés relativement aux transports, aux communications internationales et à d'autres facteurs essentiels au soutien du programme. Un très petit nombre d'enseignants à l'Université aurait pu alors participer à un programme en sciences de l'information et les installations à Accra semblaient peu convenir aux exercices pratiques et aux travaux sur le terrain, particulièrement aux applications de la nouvelle technique au traitement de l'information.

On savait cependant que l'on pourrait faire appel à des spécialistes du pays à l'extérieur de l'Université pour dispenser l'enseignement, du moins à temps partiel.

Université de Lagos

L'Université de Lagos semblait fortement intéressée à accueillir le programme proposé. Le succès avec lequel l'Université avait déjà intégré dans ses cours réguliers des programmes régionaux portant sur des domaines connexes nous a laissé croire que tout autre programme pourrait certainement survivre à l'université.

Parmi les facteurs positifs, la mission a noté la présence d'une bibliothèque universitaire centrale située dans un imposant immeuble et qui venait tout juste d'amorcer l'automatisation des méthodes, ainsi que de bonnes installations informatiques et de solides programmes d'enseignement en informatique,

en communications de masse, en administration des affaires et dans d'autres disciplines connexes aux sciences de l'information.

Lagos possédait d'excellents systèmes de transports internationaux et de télécommunications qui en faisaient une candidate idéale à un programme régional.

Il ne semblait pas problématique pour l'Université d'avoir à fournir des logements pour étudiants, des salles de cours et des locaux pour le personnel. Elle pourrait même puiser des enseignants dans les disciplines connexes mentionnées plus haut, du moins au cours des premières étapes du programme. Elle aurait aussi de bonnes chances d'organiser des travaux sur le terrain et des visites de groupe pour les étudiants, tant à l'Université qu'au sein d'institutions et d'organismes d'État de la région de Lagos. Enfin, il semblait également possible de pouvoir recruter des enseignants supplémentaires à temps partiel à Lagos.

Bien que l'Université n'ait pas formulé d'idées très concrètes sur la nature du programme régional en sciences de l'information qu'elle désirerait offrir, il ne faisait aucun doute qu'elle serait en mesure, si on l'invitait à le faire, de préparer rapidement une proposition stimulante.

Université d'Ibadan

L'Université d'Ibadan était impatiente d'accueillir le programme et en avait soigneusement rédigé une proposition détaillée. Peu expérimentée dans l'administration de programmes régionaux, l'Université connaissait quand même de façon générale la nature de tels programmes et l'importance de les adapter aux besoins des pays participants.

L'enseignement de haute qualité dispensée à Ibadan depuis longue date dans le domaine de l'information et la désignation de l'Université à titre de centre des programmes d'études de 2^e et 3^e cycle laissaient présager de bonnes possibilités de survie d'un programme régional d'études en sciences de l'information.

La bibliothèque universitaire était très bien pourvue et, même s'il faudra bientôt les améliorer, les installations informatiques suffiraient amplement aux fins du programme proposé. L'Université disposait de compétences dans plusieurs

autres domaines connexes tels que la bibliothéconomie, l'informatique, la statistique et le Centre de calcul.

Les transports vers d'autres pays via Lagos étaient bons et les systèmes de télécommunications satisfaisants.

L'Université disposait de salles de cours susceptibles d'être utilisées pour un nouveau programme et avait également trouvé des locaux qui, une fois rénovés, pourraient convenir au personnel. L'Université comptait en outre augmenter le nombre de logements étudiants de façon à pouvoir accueillir l'effectif de la région. Il serait possible de constituer un noyau d'enseignants dans certains domaines à même le corps professoral actuel, mais il faudrait accroître l'embauchage pour rendre le programme entièrement opérationnel.

Parmi toutes celles qui existaient hors campus, les installations impressionnantes de l'IITA pourraient être employées pour les travaux pratiques des étudiants. Le personnel de l'Institut pourrait également donner quelques cours, et il y aurait possibilité d'obtenir l'aide de spécialistes de Lagos dans certains domaines.

L'Université avait sérieusement étudié la conception d'un programme et, pendant la rencontre avec la mission, avait montré de façon convaincante que ses nombreux points forts dans des domaines étroitement liés aux sciences de l'information et son milieu scolaire pouvaient sensiblement contribuer à la mise en oeuvre réussie d'un programme.

Université d'Ife

L'Université d'Ife avait sérieusement envisagé la possibilité de créer un programme d'études en sciences de l'information et manifestait indubitablement le désir d'accueillir ce programme. L'Université était fière d'avoir pu mettre au point des programmes innovateurs ayant permis de régler des problèmes de développement. Le financement de ces programmes n'avait jamais posé de difficultés et les possibilités de survie d'un programme établi à l'Université semblaient assez encourageantes.

Si jamais l'Université d'Ife offre un programme d'études en sciences de l'information, il lui faudra améliorer considérablement ses collections d'ouvrages dans le domaine des sciences de l'information et recruter plus de spécialistes pour la bibliothèque universitaire. Le matériel et les logiciels du

Centre de calcul et du Département d'informatique étaient déjà suffisants pour assurer un appui solide aux premières étapes d'un programme. Ces deux secteurs pourraient également fournir des compétences pertinentes dans le domaine des sciences de l'information.

En ce qui touche les systèmes téléphoniques et les réseaux de télécommunications, l'Université d'Ife était moins gâtée que les autres universités nigériennes déjà visitées. Malgré les distances considérables en cause, le transport terrestre vers l'aéroport international de Lagos ne posait aucun problème.

Le campus spacieux et impressionnant semblait constituer un excellent milieu pour le travail scolaire; on pourrait y trouver les logements des étudiants et du personnel, les salles de cours et les bureaux d'administration advenant la création d'un nouveau programme.

L'Université envisageait la création d'un programme pluridisciplinaire axé notamment sur l'application de la technologie informatique au traitement de l'information. Il est clair que ce programme viendrait compléter les principales disciplines à l'Université.

Université d'Addis-Ababa

L'Université d'Addis-Ababa était visiblement intéressée à accueillir le programme. La présence à Addis-Ababa d'importants services d'information permanents à l'ILCA et à la CÉA, la présence de l'OUA et les excellentes relations existant entre l'Université et ces organisations augurent de la survie d'un programme régional. Le gouvernement manifestait également un intérêt certain.

L'immeuble abritant la bibliothèque était moderne et bien entretenu et comportait de bonnes ressources documentaires qui, une fois enrichies les collections sur la bibliothéconomie et les sciences de l'information, pourraient étayer le programme. Il faudrait améliorer les installations informatiques de l'Université, mais comme d'excellentes ressources dans ce domaine étaient disponibles dans certaines institutions locales, l'Université n'aurait alors besoin que d'acheter le matériel requis au fur et à mesure que le programme prendrait de l'ampleur.

Il n'a pas semblé que l'Université aurait beaucoup de peine à trouver les salles de cours et les logements en résidence requis.

Le transport international et les systèmes de télécommunications étaient excellents.

Il faudrait mettre au point un important programme de perfectionnement des employés en vue de constituer un noyau d'enseignants permanents indispensables à la bonne marche d'un programme. Les installations locales susceptibles d'être utilisées aux fins de travaux pratiques étaient excellentes et il semblait possible de recruter des enseignants à temps partiel dans d'autres institutions d'Addis-Ababa afin d'aider les enseignants à temps plein dans certains domaines particuliers.

L'Université envisageait un programme pluridisciplinaire. Le contenu exact des cours ne serait déterminé qu'après avoir procédé à un examen sérieux dans les pays en cause des besoins précis auxquels il faudrait répondre par le truchement des services et réseaux d'information existants et prévus, et avoir également préparé les diplômés du programme à cette fin.

Université de Nairobi

L'Université de Nairobi n'a exprimé qu'un intérêt limité dans la création d'un programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle du genre envisagé par la mission. La formation des spécialistes de l'information au Kenya se ferait par d'autres moyens et viserait surtout à répondre à des besoins différents.

Le nouvel immeuble de la bibliothèque universitaire était presque terminé, et il y aurait possibilité d'utiliser l'équipement du Département d'informatique pour appuyer un programme éventuel. On espérait profiter de ressources utiles provenant d'autres disciplines enseignées à l'Université, notamment le journalisme et les communications.

En ce qui touche les réseaux de transport international et de télécommunications, Nairobi devenait un choix excellent pour la création d'un programme régional.

Certaines sources extérieures, dont des organismes internationaux de Nairobi tels que le PNUE et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), pourraient contribuer à la mise en oeuvre d'un programme au Kenya en fournissant des locaux et des compétences professionnelles.

Convaincue de la nécessité de créer un programme régional de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information en Afrique,

L'Université semblait surtout intéressée à lancer -- si jamais le gouvernement décidait que le programme du Kenya devait être établi à l'Université de Nairobi et non à la seconde université -- un programme national de formation de bibliothécaires, d'archivistes et de spécialistes de l'information afin de répondre aux besoins du Kenya.

Université de Zambie

L'Université de Zambie désirait vivement accueillir un programme régional en sciences de l'information. Bien qu'il ait souvent été question de répondre aux besoins du pays dans ce domaine, on s'est également arrêté aux besoins régionaux. Les possibilités de survie d'un programme à l'Université semblaient bonnes, à condition que cette dernière ne modifie pas sa ligne de conduite.

L'Université possédait une bonne bibliothèque, mais il faudrait augmenter les ouvrages de bibliothéconomie et d'information si le programme proposé est établi à cet endroit. Le matériel informatique de l'Université, composé essentiellement d'un ordinateur principal et de terminaux lors de la visite de la mission, aurait également besoin d'être amélioré afin de faciliter l'enseignement et de familiariser les étudiants aux petits ordinateurs actuellement en usage un peu partout. L'Université avait offert pendant nombre d'années un baccalauréat en bibliothéconomie ainsi qu'un cours semi-professionnel connexe menant à l'obtention d'un diplôme. L'Université dispensait en outre quelques cours d'informatique.

Lusaka possède un bon système international de transport aérien de même qu'un excellent réseau de télécommunications.

L'Université pourrait éprouver quelques difficultés à fournir des logements pour les étudiants et les employés ainsi que les salles de cours nécessaires au nouveau programme, mais à court terme, elle tenterait de mettre la main sur deux établissements à Lusaka utilisés à d'autres fins. À long terme, elle aurait à se trouver de nouveaux locaux.

Il semblait possible de recruter un nombre limité d'enseignants parmi l'effectif d'autres disciplines, notamment de la bibliothéconomie et de l'informatique. Toutefois, il serait vraiment nécessaire de mettre sur pied un important programme de perfectionnement des employés. Les installations à l'extérieur de l'Université susceptibles d'être utilisées aux fins de

travaux pratiques et comme sources supplémentaires d'enseignants semblent être très peu nombreuses.

L'Université n'avait pas encore d'idée très précise d'un programme d'études en sciences de l'information. Elle a cependant cru comprendre qu'il fallait tenir compte des besoins des pays qui enverraient des étudiants, au moment de préparer un programme détaillé.

Université du Zimbabwe

Tout en reconnaissant la valeur et l'importance des sciences de l'information, l'Université du Zimbabwe n'estimait pas prioritaire d'ajouter à son éventail de cours un programme national ou régional d'études de 2^e et 3^e cycle dans cette discipline. On n'a donc pas abordé la question des infrastructures à l'Université et dans le pays susceptibles de contribuer à la création d'un programme. On a informé la mission d'un projet de programme d'études postsecondaires de quatre ans (avec diplôme) en bibliothéconomie au Belvedere Teacher's College ainsi que d'un programme de formation étudié parallèlement à la mise sur pied du SADIS. Puisque ces deux projets différaient sensiblement du programme envisagé par la mission, tant par l'auditoire visé et le niveau que par le contenu, la mission n'en a pas tenu compte.

Vers la fin de l'entretien, il était devenu assez évident que l'Université du Zimbabwe, bien que favorable à l'idée du programme, n'était pas en mesure d'y donner suite à cause de son engagement prioritaire à satisfaire d'importants besoins nationaux. Il n'y avait pas à douter, cependant, que l'Université et la ville de Harare pouvaient offrir un milieu des plus stimulants et compétitifs à quiconque désire oeuvrer dans le domaine des sciences de l'information.

CHAPITRE 3 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Grâce à leurs programmes et à leurs activités en Afrique, l'Unesco et le CRDI connaissent très bien depuis longtemps le besoin urgent de développer des ressources humaines dans le domaine des sciences de l'information. Les visites de la mission dans les huit universités ont d'ailleurs confirmé cette perception. Tous les recteurs, ainsi que les autres professeurs, administrateurs et spécialistes rencontrés par les membres de la mission ont souligné l'absence ou la pénurie de spécialistes de l'information compétents comme étant le principal obstacle à la mise sur pied de programmes d'information efficaces. Les plus hautes instances décisionnelles dans chacune des universités visitées ont convenues d'emblée qu'une solide infrastructure de l'information était essentielle au développement social et économique en Afrique, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale.

Bien que l'idée de la mission n'ait pas germé en Afrique, les éducateurs et technocrates africains ont reconnu unanimement l'importance vitale du mandat de la mission, à notre grande satisfaction. Malgré cela, la mission n'a pas perdu de vue le but qu'elle s'était fixé. Vu la dissémination géographique, les vastes superficies et l'énorme population des pays africains anglophones, la mission a admis dès le début que la création d'un seul programme d'études de 2^e et 3^e cycle dans une université ne permettrait pas de résoudre tous les problèmes de formation d'un personnel spécialisé en information de la région toute entière. Toutefois, la mission et les personnes rencontrées ont reconnu que la mise sur pied d'un programme, bien qu'insuffisante, constituait le premier pas indispensable. La mission est persuadée qu'une fois le programme créé et reconnu comme une réussite, l'idée se propagera rapidement.

Le chapitre 2 présente un résumé des entretiens tenus avec les représentants des universités et d'autres personnes ayant des connaissances et des intérêts en la matière. Il importe cependant de souligner que de nombreux fonctionnaires du

gouvernement ont également manifesté le même intérêt et le même soutien à l'égard du programme que le personnel universitaire.

C'est surtout au Nigéria, en Éthiopie et en Zambie que les pouvoirs publics ont indiqué l'appui le plus solide au programme. Au Nigéria, la mission a appris que le gouvernement fédéral s'était engagé à appuyer la création d'un programme de formation de 2^e et 3^e cycle dans le domaine de la technologie de l'information et dans d'autres disciplines connexes. Nous avons déjà mentionné l'appui accordé par la Commission nationale des universités qui relève du ministère de l'Éducation. Tout nouveau programme d'études de 2^e et 3^e cycle doit être approuvé par cette Commission avant d'être mis en vigueur et, comme nous l'avons dit, l'Université d'Ibadan avait déjà reçu l'autorisation de créer un programme de ce niveau en sciences de l'information pour les besoins de la région.

En Éthiopie, la mission a reçu l'assurance que le gouvernement avait approuvé la création d'un programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle à l'Université d'Addis-Ababa et qu'il s'était engagé à le financer. Il faut également mentionner le vif intérêt à l'égard du programme manifesté par des organisations et organismes internationaux tels que la CÉA et l'ILCA, qui possèdent leur siège social ou une délégation dans ce pays.

En Zambie, la mission a eu de longs entretiens avec la Commission nationale pour la planification et le développement ainsi qu'avec le ministère des Études supérieures, dont le rôle est d'approuver la création de tous les programmes d'études de 2^e et 3^e cycle à l'échelle régionale. Le concept de "zambianisation" constitue sans aucun doute un élément prioritaire dans la création d'un noyau de spécialistes dans tous les secteurs, mais il était évident que le gouvernement de la Zambie approuvait la création d'un programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information.

Au Zimbabwe, bien que l'on n'ait pas abordé en détail la question d'un appui officiel à l'égard du programme, le gouvernement était manifestement intéressé à la création de programmes d'études appropriés en sciences de l'information, mais pas nécessairement offerts dans les universités comme le préconisait la mission.

On a présenté au chapitre 1 les critères ayant servi à la capacité des universités de soutenir le programme. Voici donc le classement final des universités comme hôtes éventuels du programme :

1. Université d'Ibadan, Nigéria;
2. Université de Lagos, Nigéria;
3. Université d'Addis-Ababa, Éthiopie;
4. Université de Zambie, Lusaka;
5. Université d'Ife, Ife, Nigéria;
6. Université du Zimbabwe, Harare;
7. Université de Nairobi, Kenya; et
8. Université du Ghana, Legon.

D'après son mandat, la mission devait choisir une université capable de maintenir un programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information. Cependant, comme on l'a déjà mentionné, les recteurs de l'ACU, au cours des entretiens tenus à Hong-Kong en 1981, avaient souligné la nécessité de créer au moins deux programmes en Afrique anglophone. Vers la fin, la mission s'est sentie obligée d'adopter le même point de vue, bien qu'elle ait dû restreindre son choix à une seule université. Ce revirement s'explique par l'étendue considérable de la région et par la haute qualité des activités déjà en cours dans des domaines connexes dans bon nombre des huit universités visitées. En outre, il était évident, d'après les propres observations de la mission et les remarques d'une foule d'intervenants en Afrique orientale, qu'une déficience marquée existait dans les communications entre les pays de l'Afrique occidentale et ceux de l'Afrique orientale et australe, ce qui semblait favoriser la création de deux centres dans la région pour bien répondre aux besoins de chaque partie.

À la lumière de ce qui précède, la mission a formulé les cinq recommandations suivantes :

- ° Il faudrait créer deux programmes d'études régionaux en sciences de l'information, l'un en Afrique occidentale et l'autre en Afrique orientale et australe.
- ° Selon le classement donné précédemment, l'Université d'Ibadan serait le choix évident pour l'Afrique occidentale. Ce choix semblait d'autant plus approprié que le gouvernement du Nigéria était disposé à financer un programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information et, par l'entremise de sa Commission nationale des universités, avait autorisé l'Université d'Ibadan à chercher un appui externe pour mettre sur pied un tel programme. Le projet de programme présenté à la mission par l'Université d'Ibadan nous a laissé croire que les fonds puisés à l'extérieur seraient relativement modestes. Cela devrait inciter davantage les organismes à

faire preuve de générosité, et favoriser le lancement rapide du programme.

- ° Vu la haute note obtenue par l'Université de Lagos, cette institution devrait être envisagée comme hôte éventuel si jamais, pour quelque raison, l'Université d'Ibadan ne pouvait accueillir le programme.
- ° À titre d'établissement ayant obtenu la plus haute note en Afrique orientale et australe, l'Université d'Addis-Ababa était le choix idéal pour cette partie de la région. Mentionnons brièvement que l'impressionnante concentration d'organisations et organismes de soutien dans cette ville constituerait un milieu sans pareil pour l'expérience pratique. Toutefois, malgré ces énormes avantages à Addis-Ababa, l'absence d'une infrastructure adéquate à l'Université pourrait poser un sérieux obstacle à la mise en oeuvre rapide du programme. Il sera indispensable, pour assurer la réussite du programme, que les donateurs soient disposés à fournir les fonds supplémentaires nécessaires.
- ° La mission désirait fortement proposer un deuxième choix advenant le désistement de l'Université d'Addis-Ababa, mais elle n'a pu le faire en raison des circonstances.

La mission a admis qu'il serait impossible de mettre en oeuvre les recommandations formulées plus haut avant d'avoir entamé les étapes préparatoires. Ces questions ne relevaient pas vraiment du mandat de la mission, mais elles étaient si importantes à la réussite du programme qu'il fallait les étudier attentivement. Les membres de la mission ont donc jugé bon de formuler une recommandation supplémentaire à l'égard de ces étapes.

- ° L'étape suivante consistait à mettre au point aux fins du programme des modèles de structures universitaires et administratives pour les institutions choisies, tout en tenant compte des circonstances, des capacités et des besoins locaux. Il faudrait également préparer des calendriers détaillés de mise en oeuvre. Pour accomplir ces deux tâches, la mission a recommandé de créer un comité de planification intérimaire formé de spécialistes de l'information et de personnes possédant une vaste expérience universitaire et administrative. Ce comité travaillerait en étroite collaboration avec les universités offrant le programme ainsi qu'avec les organismes parrains.

POSTFACE, JUILLET 1985

Au début de 1984, des représentants de l'Unesco et du CRDI ont rencontré les dirigeants de l'Université d'Ibadan et de l'Université d'Addis-Ababa afin d'examiner les plans que dressaient ces institutions pour mettre en oeuvre les deux programmes, et aussi afin de déterminer comment l'Unesco et le CRDI pourraient faire avancer les travaux.

Université d'Ibadan

À Ibadan, on se préparait déjà à établir l'ARCIS comme l'un des centres d'excellence de l'Université à vocation régionale. L'ARCIS puisera aux secteurs de l'Université axés sur la bibliothéconomie, l'informatique, l'économie et les sciences sociales et, d'après les plans, entretiendra des relations, officielles ou non, avec ces secteurs et d'autres de l'Université susceptibles d'apporter une contribution au programme. Du point de vue administratif, l'ARCIS sera un institut au sein de l'École d'études supérieures de l'Université.

Une fois entièrement opérationnel, le Centre verra notamment :

- ° À former et à recycler des employés de haut niveau pour l'Afrique en sciences de l'information, essentiellement au moyen de séminaires, d'ateliers et de programmes plus poussés. Les diplômés dirigeront les travaux pratiques en sciences de l'information et formeront le personnel dans le domaine de l'information;
- ° À effectuer des recherches en vue de résoudre les problèmes touchant tous les aspects des sciences de l'information en Afrique; et
- ° À agir comme bassin d'experts en sciences de l'information pour les gouvernements et les institutions des pays africains.

Les entretiens de janvier 1984 ont permis à l'Université de préparer un plan échelonné de mise en oeuvre des objectifs de l'ARCIS. Parmi les tâches prévues dans la phase I (février 1984 à septembre 1985), mentionnons : créer un programme de perfectionnement des employés; tenir des négociations avec des sources possibles de financement; organiser une réunion d'experts en planification de programmes d'études et une rencontre de spécialistes de l'évaluation de tels programmes; participer à des séminaires, ateliers et autres réunions connexes dans diverses parties du monde; organiser des visites d'étude là où existent des programmes fonctionnels; obtenir l'approbation des autorités universitaires et gouvernementales à l'égard de projets; et créer des liens avec les écoles de bibliothéconomie et de sciences de l'information pertinentes.

La mise en oeuvre de ces activités avance rondement. En ce qui a trait au programme de perfectionnement, l'Université a déniché plusieurs enseignants qui auraient besoin d'une formation supplémentaire au niveau des études du 2^e ou du 3^e cycle. Le CRDI parraine deux de ces enseignants et l'Université finance les études de quelques autres dans le cadre de son propre programme de perfectionnement. Il faut également trouver le moyen de financer d'autres bourses.

Le CRDI et l'Unesco ont partagé le coût du voyage effectué par le doyen de l'École d'études supérieures d'Ibadan et le coordonnateur du programme ARCIS, à Caracas (Venezuela) en juin 1984, à titre d'observateurs à un atelier sur la planification de cours pour un programme régional latino-américain d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information, tenu à l'Université Simon Bolivar à Caracas. Ce programme se caractérisera par une forte orientation vers la gestion et la technologie de l'information adaptée aux pays d'Amérique latine. Les activités préparatoires de ce programme ont été financées par le PNUD, l'Unesco et le British Council.

Grâce également à une aide financière, l'Unesco et le CRDI ont permis au coordonnateur du programme ARCIS de participer à plusieurs assemblées, ateliers et colloques d'envergure nationale organisés par des organismes internationaux et des associations professionnelles. Il y avait, entre autres, un atelier sur l'élaboration des programmes d'études dans un monde en évolution, organisé en septembre 1984 par le Comité pour l'éducation et la formation de la Fédération internationale de documentation (FID), et un symposium international de l'Unesco sur l'harmonisation des programmes d'éducation et de formation en sciences de l'information, en bibliothéconomie et en archivistique tenu en octobre 1984.

Une réunion d'un groupe de spécialistes de l'élaboration de programmes d'études financée par le CRDI a eu lieu sur le campus de l'Université d'Ibadan du 26 octobre au 2 novembre 1984 (Université d'Ibadan, École d'études supérieures 1984). Y participaient un groupe international de spécialistes chargés des programmes d'éducation et de formation ainsi que des représentants de l'Unesco et du CRDI, qui ont été invités à donner leur avis sur un projet de programme d'études, à le modifier et à le compléter en fournissant les caractéristiques de chaque cours. On leur a également demandé de formuler des recommandations sur les politiques administratives nécessaires à la mise en oeuvre du programme proposé. Bien que le programme soit offert par l'École d'études supérieures de l'Université et qu'il doive respecter les procédures et règlements de l'Université, les participants ont insisté sur :

- ° L'importance du caractère régional du programme, soulignant que les règles d'admission devaient être assouplies autant que possible lors de l'examen des demandes émanant d'étudiants venant d'autres pays d'Afrique;
- ° L'importance d'un programme d'éducation permanente visant à répondre aux besoins de la région;
- ° Le besoin d'assurer la participation des pays de la région, par exemple par l'entremise d'un comité, à la révision régulière des programmes d'enseignement, de même qu'à la définition de la nature et du contenu des programmes d'éducation permanente; et
- ° L'importance d'une collaboration active entre l'ARCIS et des programmes semblables, tels les programmes prévus pour l'Afrique australe et orientale à Addis-Ababa.

Le programme d'études élaboré par le groupe de spécialistes a fait l'objet d'une étude attentive afin de constater s'il répondait aux besoins de l'Afrique, notamment grâce à un Congrès d'évaluation des programmes d'études (ARCIS) -- financé par le CRDI -- tenu à Ibadan en juin 1985.

Comme préparatifs au congrès, il y a eu une tournée d'information effectuée en mars par le coordonnateur de l'ARCIS qui s'est rendu à Dakar, Banjul, Freetown, Monrovia, Abidjan, Accra et Douala. Le coordonnateur a visité les principaux systèmes et services d'information régionaux ou nationaux afin d'informer les directeurs et les gestionnaires professionnels de l'évolution prévue de l'ARCIS, de transmettre leur opinion

sur les besoins précis des pays de l'Afrique occidentale en matière de formation en sciences de l'information, et de trouver des personnes capables de fournir des renseignements utiles lors de la réunion d'évaluation des programmes d'études. Cette tournée a été financée par l'Université d'Ibadan et le CRDI.

Le congrès d'évaluation des programmes d'études a réuni 20 gestionnaires d'installations d'information ainsi que des employeurs possibles de diplômés du programme, venant des pays sur lesquels le programme est principalement axé (Cameroun, Gambie, Ghana, Libéria et Sierra Leone, ainsi que le Nigéria). Outre l'évaluation du programme d'études -- préparé lors de la réunion du groupe de spécialistes de l'élaboration des programmes d'études (ARCIS) -- servant à déterminer dans quelle mesure les diplômés du programme seraient aptes à répondre aux besoins spécifiques de ces pays en matière d'information et, de façon plus générale, à établir la pertinence du programme d'études en Afrique, les participants ont été invités à commenter les diverses recommandations formulées à l'égard du programme lors de la réunion du groupe de spécialistes. En outre, les participants ont recommandé des stratégies visant à promouvoir le programme dans la région, à choisir les futurs étudiants et à préciser les ressources encore nécessaires à la réalisation des objectifs de l'ARCIS.

Vers la fin de la phase I, l'attention s'est tournée vers l'établissement de relations avec plusieurs écoles de sciences de l'information en Europe et en Amérique du Nord, et vers la collecte de matériel pédagogique et de recherche pour l'ARCIS.

Au cours de la phase II (octobre 1985 à septembre 1986), on s'attend à ce que l'ARCIS devienne opérationnel. On procédera surtout à la nomination du personnel, à l'élaboration d'infrastructures (bibliothèque, matériel pédagogique, ordinateurs et périphériques, etc.), à l'organisation de colloques et d'ateliers, aux recherches et aux consultations, à la présentation de programmes d'études secondaires à des organismes universitaires pour fins d'approbation, ainsi qu'à la création d'un conseil d'administration universitaire pour l'ARCIS.

Les activités de la phase III (octobre 1986 à septembre 1990) comprendront la nomination d'employés supplémentaires, le développement des infrastructures, l'organisation de plusieurs autres colloques et ateliers, le regroupement et l'expansion des activités de recherche, la multiplication des consultations et l'avènement de programmes d'études supérieures. La phase III verra également la création d'un comité consultatif à l'ARCIS.

Université d'Addis-Ababa

Les représentants de l'Unesco et du CRDI ont rencontré les dirigeants de l'Université d'Addis-Ababa en janvier 1984. Un groupe de travail avait été créé sous la présidence du doyen des études de 1^{er} cycle; il se composait de représentants des secteurs du génie, de la bibliothéconomie et des mathématiques ainsi que du Centre de calcul, de la bibliothèque universitaire et du Bureau des relations extérieures.

Il a été convenu qu'en 1984 les travaux porteraient sur les activités préliminaires au projet que l'on estimait de la plus grande importance : organisation de voyages d'étude pour les membres du groupe de travail, planification de bourses en vue de la formation du noyau d'employés permanents nécessaires au programme, et élaboration provisoire du projet.

En 1984, le CRDI a envoyé à ses frais, à Caracas, au Venezuela, le doyen des études de 1^{er} cycle (le directeur du projet) et le directeur du Centre de calcul, pour s'entretenir sur le programme régional d'études latino-américain de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information, déjà projeté. Ces personnes ont ensuite visité les établissements suivants : la School of Information and Computer Science, Georgia Institute of Technology, Atlanta, GA (É.-U.); le College of Library and Information Services, Université du Maryland, College Park, MD, (É.-U.); la School of Information Studies, Université Drexel, Philadelphie, PA (É.-U.); la School of Information Studies, Université de Syracuse, Syracuse, NY (É.-U.); et la School of Library and Information Science, Université Western Ontario, London, Ontario (Canada). Ce voyage visait à permettre aux membres du groupe de travail de se renseigner sur les principaux aspects du fonctionnement de ces institutions et de relever les questions et les problèmes auxquels l'Université d'Addis-Ababa aurait peut-être à faire face lors de la création de son propre programme d'études en sciences de l'information. Les questions soulevées au cours des entretiens à chaque institution visitée portaient sur une vaste gamme de sujets, notamment :

- ° Le genre, le niveau et le contenu des programmes offerts, et les modalités d'admission;
- ° Les installations de tous genres nécessaires à la réalisation des programmes;
- ° Les règlements et procédures universitaires; et

- ° La structure de l'organisation et les aspects administratifs.

À la fin du voyage, le CRDI a fait le nécessaire pour que le directeur des programmes puisse également assister au congrès de la FID ainsi qu'à l'atelier préparatoire au congrès d'élaboration des programmes d'études, tenus à La Haye. L'Unesco a en outre pris les dispositions nécessaires afin que le directeur puisse visiter plusieurs institutions françaises dispensant des cours en sciences de l'information et participer au congrès de l'Unesco sur l'harmonisation des programmes d'éducation et de formation.

Par la suite, soit au début de 1985, l'Unesco a financé un voyage d'étude à l'intention des représentants des départements de mathématiques et de génie de l'Université, ainsi qu'un autre à l'intention du directeur de programme pour qu'ils puissent visiter des institutions britanniques et se renseigner de visu sur un programme régional d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information offert avec succès depuis quelques années à l'Institute of Librarian Science, Université des Philippines, à Dilliman aux Philippines. Les membres du groupe ont étudié divers aspects administratifs et pédagogiques de la création et du fonctionnement des programmes d'études de 2^e et 3^e cycle en sciences de l'information. L'itinéraire des visites des institutions britanniques, mis au point par le British Council pour l'Unesco, comprenait notamment la School of Library, Archives and Information Studies, University College, Londres; le Department of Information Science, City University, Londres; le British Council, Londres; la Library Association, Londres; le College of Librarianship, Pays de Galles, Aberystwyth; le Department of Librarianship, University of Strathclyde, Glasgow; le Department of Information Studies, Leeds Polytechnic; le Department of Library and Information Studies, Université de Sheffield; et le Department of Library and Information Studies, Loughborough University of Technology.

L'Université a pu choisir quatre candidats admissibles à des bourses qui, à la fin de leurs études, donneront des cours dans les domaines de la technologie de l'information, de la gestion de l'information, de la réorganisation de l'information et des méthodes quantitatives. Trois de ces bourses doctorales ont été accordées par le CRDI. La quatrième bourse est offerte par l'Unesco au niveau de la maîtrise. Un corps professoral composé de six à huit membres devra également être créé en temps opportun.

Pour aider le groupe de travail à élaborer le programme, l'Unesco et le CRDI ont fourni les documents disponibles exposant les besoins de formation dans les pays d'Afrique orientale et australe. Les efforts de l'Université pour déterminer les besoins de ces pays en matière d'information ont été appuyés par le CRDI qui a contribué à une mission d'observation effectuée par les membres du groupe de travail en 1985. Cette mission, qui a visité les systèmes et les services d'information ainsi que d'autres institutions de la région, avait pour but principal d'établir un contact direct avec les futurs employeurs des diplômés du programme et de veiller à la pertinence du programme d'enseignement à cette fin.

L'Unesco et le CRDI seront peut-être en mesure d'envoyer le directeur des programmes et d'autres membres du groupe de travail à des colloques et à des réunions connexes qui se tiendront dans la région ou à l'étranger.

L'Université espère mettre le programme en oeuvre au cours de l'année scolaire 1986-1987.

BIBLIOGRAPHIE

- Dean, J. 1974. A regional library science program for Eastern Africa. Rapport non publié rédigé pour la Conférence permanente des bibliothécaires d'universités africaines, zone orientale, Addis-Ababa, Éthiopie.
- Neelameghan, A. 1984. International and regional cooperation in human resource development for information services in developing countries: a case study. Education for Information, 2, 191-208.
- OUA (Organisation pour l'unité africaine). 1981. Lagos plan of action for the implementation of the Monrovia strategy for the economic development of Africa. In Minutes of the 2nd Assembly of Heads of State and Government, 28-29 April 1980, Lagos, Nigéria. OAU, Addis Ababa, Ethiopia. 159 p.
- UNCSTD (Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement). 1979. Report of the meeting held in Vienna, 20-31 August 1979. UNCSTD, New York, NY, USA. 133 p.
- Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). 1971. UNISIST: study report on the feasibility of a world science information system. Unesco, Paris, France. 161 p.
- University of Ibadan, Postgraduate School. 1984. Report of the Curriculum Design Experts' Group Meeting on the establishment of the African Regional Centre for Information Science (ARCIS), Ibadan, 26 October - 2 November 1984. Postgraduate School, University of Ibadan, Ibadan, Nigéria. 47 p.

ANNEXE 1 : PERSONNES AVEC LESQUELLES ONT EU LIEU DES ENTRETIENS

Accra, Ghana : du 31 janvier au 2 février

Université du Ghana

M. J.M. Akita, directeur intérimaire, Département de
bibliothéconomie et d'archivistique

M. Paul Ansa, directeur, École de journalisme et de
communications

Professeur K.E. Senanu, recteur intérimaire

Lagos, Nigéria : du 2 au 5 et le 11 février

Université de Lagos

M. O. Abass, directeur intérimaire, Département
d'informatique (président)

M^{me} Adeogun, Service de l'information, Bureau du recteur

Professeur A.O. Adesola, recteur

M. E.O. Akinluyi, directeur de la planification, Bureau du
recteur

M^{me} O.A. Odeyemi, Service de la planification, Bureau du
recteur

M. Frank Ugboajah, directeur intérimaire, Département des
communications de masse

Autres organismes

M. Simeon B. Aje, directeur, Bibliothèque nationale du
Nigéria

M. A. Calloway, représentant intérimaire de l'Unesco

M^{me} B.A. Mowoe, secrétaire générale, Commission nationale
du Nigéria pour l'Unesco

M. A. Bola Olaniyan, directeur, Planification nationale,
ministère fédéral de l'Éducation

Ibadan, Nigéria : du 5 au 9 février

Université d'Ibadan

Professeur A. Banjo, vice-recteur

Professeur B.L. Fetuga, doyen, Études de premier cycle
 Professeur F.B.A. Giwa, directeur, Centre de calcul
 Professeur M.O. Kayode, directeur, CEREMAC (Service de
 planification de l'Université)
 M^{me} T.O. Odeinde, bibliothécaire de l'Université
 Professeur S.O. Olayide, recteur et président
 Professeur A.O. Phillips, président, Comité des doyens

Institut international d'agriculture tropicale

M. D. Fox, consultant en informatique
 M. S. Lawani, bibliothécaire
 M. Shebesi, sous-directeur

Ife, Nigéria : les 9 et 10 février

Université d'Ife

Professeur W. Abimbola, recteur
 Professeur A. Adenuga, vice-recteur
 M. G.A. Balogunu, directeur, Centre de calcul
 Professeur S.G. Jaijesimi, directeur, Département
 d'informatique
 M^{me} O. Ojo-Ade, bibliothécaire intérimaire de l'Université
 Professeur S.A. Sanni, président, Comité des doyens

Addis-Ababa, Éthiopie : du 12 au 16 février

Université d'Addis-Ababa

M. Getachew Birru, bibliothécaire de l'Université
 M. Duri Mohammed, président
 M. Asmelash Sayene, vice-président, Affaires et
 développement
 M. Shibru Tedla, doyen, École des études de 1^{er} cycle
 M. Aregay Waketola, agent, Recherches et publications
 M^{me} Almaz Zewde, agent, Relations extérieures

Centre international de l'élevage pour l'Afrique

M. Peter Brumby, directeur
 M. M. Hailu, documentaliste

Commission économique pour l'Afrique

M. Manirakiza
 M. K.T. Maruba, PADIS

Autres organismes

M. Awad Idris, représentant de l'Unesco
 M. W. Agnes, ambassadeur du Canada en Éthiopie

Nairobi, Kenya : du 16 au 19 février

Université de Nairobi

Professeur J.M. Mungai, recteur

M. John Ndegwa, bibliothécaire de l'Université

Autres organismes

M. Bruce Scott, directeur régional, CRDI

Lusaka, Zambie : du 19 au 23 février

Université de Zambie

M. D.O. Bampoe, bibliothécaire principal par intérim

M. P.M. Haamnjompa, doyen, Faculté d'éducation

Professeur J.M. Kelly, vice-recteur

M. M. Lisinba, Département de littérature et des langues

M. Maurice C. Lundu, bibliothécaire, campus Ndola

M. J.M. Mwanga, recteur

M. V.G. Nyirenda, secrétaire de l'Université

Campus de Lusaka, Université de Zambie

Professeur W.B. Banage, Département de biologie et des sciences naturelles

M. I.W. Chikalanga, Département d'éducation

M. A.M. Kaniki, Département de bibliothéconomie

M. E.D.T. Kularatne, Département de bibliothéconomie

M. E.M. Lungu, Département de mathématiques

M. A.W.C. Msika, bibliothèque de l'Université

M. J.G. Mvonga, Centre de calcul

M. H. Mwachalimba, bibliothèque de l'Université

M. M. Mwiya, Département de bibliothéconomie

M. H.C. Parameswar, École de génie

M. Z.M.K. Phiri, bibliothèque de l'Université

Mlle R.K. Shakakata, bibliothèque de l'Université

M. Derek T. Simons, bibliothèque de l'Université

Mme C.C. Zulu, bibliothèque de l'Université

Autres organismes

Secrétaire adjoint pour la coopération internationale, ministère des Études supérieures (remplaçant le secrétaire permanent)

M. J.C. Samuelson, British Council

M. M.J. Mwali, directeur général adjoint, Commission nationale pour la planification et le développement

M. N. Walubita, Service bibliothécaire de Zambie

Harare, Zimbabwe : du 23 au 26 février

Université du Zimbabwe

Professeur W.J. Kamba, recteur

M. S.M. Made, bibliothécaire de l'Université

M. Odysseus T. Mupawenda, bibliothèque de l'Université

Ministère de l'Éducation et la Culture

M. John Mapondera, chef intérimaire, Information

M^{me} Jane Smith

Archives nationales du Zimbabwe

M^{lle} Pamela Francis

M^{me} Angeline Kamba, directrice

Autres organismes

M^{me} Theresa Harvey, British Council

M. Bradshaw L.B. Mushonga, Service des bibliothèques de l'État

M. Keith A. Youds, Belvedere Teachers' College

ANNEXE 2 : SIGLES ET ACRONYMES

ACU	Association of Commonwealth Universities, Londres, R.-U.
ARCIS	Centre régional africain pour les sciences de l'information, Ibadan, Nigéria
CÉA	Commission économique pour l'Afrique, Addis-Ababa, Éthiopie
CRDI	Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
DSI	Diffusion sélective de l'information
FID	Fédération internationale de documentation, La Haye, Pays-Bas
Habitat	Centre des Nations Unies pour les établissements humains, Nairobi, Kenya
ICIPE	Centre international de la physiologie des insectes et de l'écologie, Nairobi, Kenya
IITA	Institut international de l'agriculture tropicale, Ibadan, Nigéria
ILCA	Centre international de l'élevage pour l'Afrique, Addis-Ababa, Éthiopie
OUA	Organisation pour l'unité africaine
PADIS	Système d'information sur la documentation pour l'Afrique, Addis-Ababa, Éthiopie
PGI	Programme d'information générale de l'Unesco
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement, New York, NY, (É.-U.)

PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi, Kenya
RIPS	Institut régional pour les études sur la population, Legon. Accra, Ghana
SADCC	Comité de coordination pour le développement de l'Afrique australe
SADIS	Système d'information pour le développement de l'Afrique australe, Harare, Zimbabwe
UNCSTD	Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement, New York, NY (É.-U.)
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris, France
UNISIST	Système mondial d'information pour la science et la technologie, Paris, France

Siège social du CRDI

CRDI, C.P. 8500, Ottawa (Ontario) CANADA K1G 3H9

Bureau régional d'Afrique centrale et occidentale

CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal

Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

CRDI/IDRC, B.P. 14 Orman, Giza, Le Caire, Égypte

Bureau régional d'Afrique orientale et australe

IDRC, P.O. Box 62084, Nairobi, Kenya

Bureau régional d'Asie du Sud-Est et de l'Est

IDRC, Tanglin P.O. Box 101, Singapore 9124, République de Singapour

Bureau régional d'Asie du Sud

IDRC, 11 Jor Bagh, New Delhi 110003, Inde

Bureau régional d'Amérique latine et des Antilles

CIID, Apartado Aéreo 53016, Bogotá, D.E., Colombie

Veuillez adresser vos demandes d'information au sujet du CRDI et de ses activités au bureau de votre région.

